



# Assemblée générale

Distr. générale  
17 mai 2024  
Français  
Original : anglais

## Soixante-dix-neuvième session

Point 139 de la liste préliminaire\*

### Projet de budget-programme pour 2025

## Rapport sur l'exécution du budget-programme de 2023

### Rapport du Secrétaire général

#### Résumé

Le présent rapport donne des informations sur l'exécution du budget de 2023 au regard du budget-programme approuvé pour la même année. Il a été établi conformément à la résolution [72/266](#) A de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a fait sienne la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires tendant à ce que le Secrétaire général soit prié de présenter un rapport distinct sur l'exécution du budget à la suite de la clôture d'un exercice budgétaire ([A/72/7/Add.24](#), par. 58).

Le montant définitif des dépenses engagées en 2023 s'élève à 3 370,2 millions de dollars, soit 26,1 millions de dollars de moins que le montant des crédits approuvés par l'Assemblée générale. La sous-utilisation des crédits, d'un montant de 26,1 millions de dollars, est liée pour 8,3 millions de dollars aux entités inscrites au budget ordinaire (hors missions politiques spéciales) et pour 17,8 millions de dollars aux missions politiques spéciales. La sous-utilisation des crédits au titre des entités inscrites au budget ordinaire, à hauteur de 8,3 millions de dollars, s'explique par le fait que les dépenses afférentes aux objets de dépense autres que les postes ont été moins élevées que prévu (26,9 millions de dollars ou 2,2 %), contrebalancé par le fait que les dépenses afférentes aux postes ont dépassé les prévisions (18,6 millions de dollars), les traitements et les dépenses communes de personnel, concernant principalement les agents des services généraux et des catégories apparentées, ayant été plus élevés que prévu en raison d'une inflation plus forte que prévu. La sous-utilisation de 17,8 millions de dollars au titre des missions politiques spéciales s'explique par le fait que les dépenses opérationnelles ont été inférieures aux prévisions (28,8 millions de dollars) et que les dépenses afférentes aux militaires et au personnel de police ont été moins élevées que prévu (3,9 millions de dollars), ce qui est contrebalancé en partie par le fait que les dépenses au titre du personnel civil ont été plus élevées que prévu (14,9 millions de dollars). En 2023, le taux d'exécution

\* [A/79/50](#).



du budget est resté très élevé, le montant inutilisé représentant moins de 1 % des crédits ouverts.

Le montant définitif des dépenses en 2023 comprend une somme de 10,9 millions de dollars engagée au titre des autorisations d'engagement (y compris des subventions).

Les recettes perçues en 2023 se sont élevées à 359,1 millions de dollars, soit 37,2 millions de dollars de plus que les prévisions approuvées par l'Assemblée générale, ce qui tient principalement au fait que les recettes provenant des contributions du personnel et des intérêts bancaires ont été plus importantes que prévu. Le montant à inscrire au crédit des États Membres s'élève à 88,8 millions de dollars, dont 25,6 millions de dollars relatifs à l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs.

L'Organisation a commencé l'année 2023 avec un excédent de caisse et une trésorerie s'élevant au total à près de 700 millions de dollars, y compris les réserves de liquidités, mais elle a terminé l'année avec un déficit de trésorerie de plus de 400 millions de dollars. Le montant définitif recouvré en 2023 représente 82,3 % du montant total mis en recouvrement. Pendant la majeure partie de l'année 2023, les recouvrements mensuels des quotes-parts ont été inférieurs aux prévisions et, pour chaque trimestre, ont été les plus faibles enregistrés ces cinq dernières années. En juillet 2023, la situation des liquidités pour ce qui est des activités financées au moyen du budget ordinaire restant très incertaine et imprévisible, l'Organisation a dû imposer un gel temporaire des recrutements et, en septembre, réduire les dépenses autres que celles afférentes aux postes afin de disposer de liquidités suffisantes pour payer les traitements, les indemnités à verser aux fonctionnaires et autres membres du personnel et les sommes dues aux fournisseurs et éviter l'interruption des activités. Elle a dû emprunter au Fonds de roulement en août et au Compte spécial en octobre. À la fin de l'année, le Fonds de roulement était entièrement épuisé et le Compte spécial l'était presque.

Au début de l'année 2024, l'Organisation s'est trouvée avec un important découvert de trésorerie et à peine 67 millions de dollars de liquidités. En outre, elle a dû restituer 114 millions de dollars sous forme de crédits aux États Membres au titre des contributions mises en recouvrement pour 2024, de sorte que même si tous les États Membres versaient l'intégralité de leurs contributions en 2024, elle recouvrerait un montant inférieur au budget approuvé pour l'exercice. Ces circonstances font que l'exécution du budget en 2024 peut plus facilement être compromise par les interruptions de paiements dues aux fluctuations des habitudes de paiement des États Membres. Il a fallu imposer dès le début de l'année des mesures d'économie plus strictes pour 2024 afin d'atténuer le risque de défaut de paiement et d'interruption des activités. Sans ces mesures, le Secrétariat prévoyait que l'Organisation serait à court de liquidités, y compris les réserves, d'ici à août 2024. Les entités du Secrétariat ont donc été invitées à planifier et à exécuter leur programme de travail pour 2024 au moyen d'une enveloppe revue à la baisse pour l'année, de sorte que les liquidités puissent être rationnées pour permettre la continuité des opérations, sans dépassement de l'enveloppe réduite par la diminution des recouvrements, l'épuisement des réserves et la restitution des crédits. La situation à la fin de 2024 pourrait être aussi mauvaise, voire pire, qu'en 2023, à moins que les recouvrements de l'année ne dépassent de beaucoup la moyenne des cinq dernières années. Par conséquent, à moins que les réserves de liquidités ne soient entièrement reconstituées à la fin de 2024, ce qui semble hautement improbable, les mesures d'économie risquent à nouveau de limiter l'exécution du budget en 2025. Une restitution d'un montant de 88,8 millions de dollars sur les contributions attendues pour 2025, comme expliqué dans le présent rapport, aggraverait une situation de liquidité déjà fragile et se

répercuterait non seulement sur l'exécution des programmes, mais aussi sur la capacité de tenir même les engagements non discrétionnaires envers le personnel et les partenaires tiers en 2025. Il est donc proposé que l'Assemblée générale suspende temporairement la restitution des crédits d'un montant de 88,8 millions de dollars après avoir réparti ce montant entre les États Membres selon le barème des quotes-parts pour 2025 et ordonne qu'ils soient placés dans une réserve qui pourra être utilisée si les recouvrements en 2025 ne suffisent pas à couvrir l'exécution intégrale des mandats. L'Assemblée est également invitée à permettre aux États Membres d'imputer leurs crédits sur leurs quotes-parts pour l'exercice actuel ou les prochains exercices, une fois qu'elle aura décidé que la situation des liquidités s'est suffisamment améliorée pour permettre la levée de la suspension temporaire.

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	5
II. Exécution du budget : chapitres des dépenses . . . . .	9
A. Vue d'ensemble . . . . .	9
B. Achats à terme de devises : incidences et présentation des données . . . . .	11
C. Dépenses engagées en 2023 (chapitres des dépenses) . . . . .	12
D. Explications concernant les écarts, par chapitre du budget . . . . .	16
III. Exécution du budget : chapitres des recettes . . . . .	23
IV. Décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre . . . . .	25
Annexes	
I. Crédits ouverts et dépenses engagées en 2023, par chapitre du budget . . . . .	26
II. Crédits ouverts et dépenses engagées en 2023, par objet de dépense . . . . .	28
III. Crédits ouverts et dépenses engagées en 2023, par mission politique spéciale . . . . .	34
IV. État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par les organes consultatifs et les organes de contrôle . . . . .	42
V. Recettes, dépenses et excédents ou déficits liés au recouvrement des coûts . . . . .	44
VI. Dépenses engagées en 2023 au titre des consultants, par type de consultant et par chapitre du budget . . . . .	46
VII. Montant des engagements non réglés à la fin de 2023, par chapitre du budget . . . . .	48
VIII. Montant des engagements non réglés à la fin de 2023, par objet de dépense . . . . .	50
IX. Recettes nettes budgétisées et effectives au titre du chapitre 3 des recettes pour 2023 . . . . .	52
X. Acomptes, en montant total et en pourcentage des engagements totaux, par exercice budgétaire . . . . .	54
XI. Incidences effectives de l'actualisation des coûts . . . . .	55
XII. Transferts entre chapitres . . . . .	62
XIII. Montant total des dépenses relatives à l'informatique et aux communications engagées en 2023, par chapitre . . . . .	66
XIV. Dépenses relatives à l'informatique et aux communications engagées en 2023, par mission politique spéciale . . . . .	68
XV. Informations sur la mise en œuvre de la Stratégie du Secrétaire général pour l'exploitation des données par tout le monde, partout . . . . .	71

## I. Introduction

1. Le présent rapport donne des informations sur l'exécution du budget de 2023 au regard du budget-programme approuvé pour la même année. Il a été établi conformément à la résolution 72/266 A de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a fait sienne la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires tendant à ce que le Secrétaire général soit prié de présenter un rapport distinct sur l'exécution du budget à la suite de la clôture d'un exercice budgétaire (A/72/7/Add.24, par. 58). Le présent rapport, ainsi que le rapport sur l'exécution des programmes présenté dans le projet de budget-programme pour 2025, fait état de l'exécution du budget de l'année 2023.

2. Dans ses résolutions 77/264 A à C, l'Assemblée générale a ouvert des crédits d'un montant de 3 396,3 millions de dollars au titre des chapitres des dépenses du budget-programme et approuvé des prévisions de recettes s'élevant à 321,9 millions de dollars. Les dépenses constatées au titre des chapitres des dépenses du budget-programme de 2023 se sont élevées à 3 370,2 millions de dollars, soit 26,1 millions de dollars (0,8 %) de moins que le montant des crédits ouverts par l'Assemblée, malgré le fait que des dépenses supplémentaires d'un montant de 10,9 millions de dollars ont été engagées au titre des autorisations d'engagement pour lesquelles aucun crédit n'avait été ouvert.

3. Le montant des recettes enregistrées en 2023 s'est établi à 359,1 millions de dollars, soit 37,2 millions de dollars (11,5 %) de plus que celui des prévisions approuvées. En outre, le montant des engagements d'exercices antérieurs qui ont été annulés s'est élevé à 25,6 millions de dollars. Cumulativement, du fait que les recettes ont dépassé les prévisions, que les crédits n'ont pas été entièrement utilisés en 2023 et que des engagements d'exercices antérieurs ont été annulés, il y a un solde remboursable de 88,8 millions de dollars (voir tableau 1), somme qui devrait normalement être déduite des quotes-parts pour 2025. Il est proposé que, après avoir été répartie entre les États Membres, cette somme soit placée dans une réserve qui serait utilisée au cas où les recouvrements ne suffiraient pas à couvrir l'exécution des mandats en 2025.

Tableau 1

### Montants à restituer compte tenu de l'exécution du budget de 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

Description	Montant
Soldes inutilisés des crédits ouverts pour 2023	26 096,0
Recettes plus élevées que le montant prévu au budget	37 163,9
Engagements de périodes antérieures : annulations	25 564,2
<b>Total</b>	<b>88 824,1</b>

### Détérioration de la situation des liquidités en 2023

4. Dans sa résolution 76/272, l'Assemblée générale a décidé d'augmenter le Fonds de roulement de 100 millions de dollars à partir de janvier 2023 en conservant les montants devant être portés au crédit des États Membres et déduits de leur contribution au budget ordinaire de 2023. L'année 2023 a également commencé avec un solde de trésorerie sain au titre du budget ordinaire, qui s'élevait à environ 700 millions de dollars, y compris les réserves de liquidités.

5. Le solde de trésorerie sain, y compris l'augmentation des réserves de liquidités, a permis d'envisager avec optimisme la situation des liquidités en 2023. Toutefois, l'amélioration de la situation des liquidités constatée en 2022 a été de courte durée, les recouvrements ayant recommencé à être inférieurs aux prévisions. Par rapport aux prévisions, les recouvrements ont accusé un déficit de 18 millions de dollars à la fin du premier trimestre, puis de 69 millions de dollars à la fin du deuxième trimestre, de 216 millions de dollars à la fin du troisième trimestre et de 529 millions de dollars à la fin de l'année ; le taux de recouvrement a été seulement de 82,3 %, soit le plus faible enregistré ces cinq dernières années. En fait, le montant recouvré cumulé a été inférieur aux prévisions tout au long de l'année, sauf à la fin du mois de novembre ; à la fin de chaque trimestre, le montant recouvré cumulé a également atteint le niveau le plus bas des cinq dernières années.

6. La situation des liquidités continuant à se détériorer, il a fallu imposer des restrictions au recrutement à partir de juillet et aux dépenses à partir de septembre. Malgré ces mesures, la trésorerie du budget ordinaire a été épuisée en août, et il a fallu emprunter 250 millions de dollars au Fonds de roulement ; la totalité du solde de 216,5 millions de dollars du Compte spécial a également été empruntée en octobre. Une amélioration de courte durée des recouvrements au début du mois de novembre a permis de restituer 100 millions de dollars au Compte spécial à la fin du mois de novembre, mais il a fallu emprunter de nouveau cette somme le 20 décembre pour pouvoir payer les traitements de décembre. Pour le paiement des traitements de novembre, un emprunt prévu sur l'excédent de trésorerie des tribunaux fermés a pu être évité grâce à des recouvrements de dernière minute.

7. La tendance positive à la baisse des arriérés de fin d'année observée au cours des deux années précédentes s'est inversée, les arriérés de fin d'année atteignant un nouveau record alarmant de 859 millions de dollars. La trésorerie du budget ordinaire a été entièrement asséchée et même les réserves de liquidités ont été considérablement réduites. Alors que l'année 2023 a commencé avec un excédent de trésorerie et des liquidités de près de 700 millions de dollars, elle s'est terminée avec un important déficit de trésorerie et des liquidités atteignant à peine 67 millions de dollars, y compris les contributions pour 2024 versées par certains États Membres avant l'émission des avis de mise en recouvrement en janvier 2024. Si l'Organisation avait dépensé le budget-programme approuvé sans prendre de mesures d'économie à partir de juillet, elle aurait été en défaut de paiement et ses activités auraient été perturbées à divers moments au cours des derniers mois de l'année 2023.

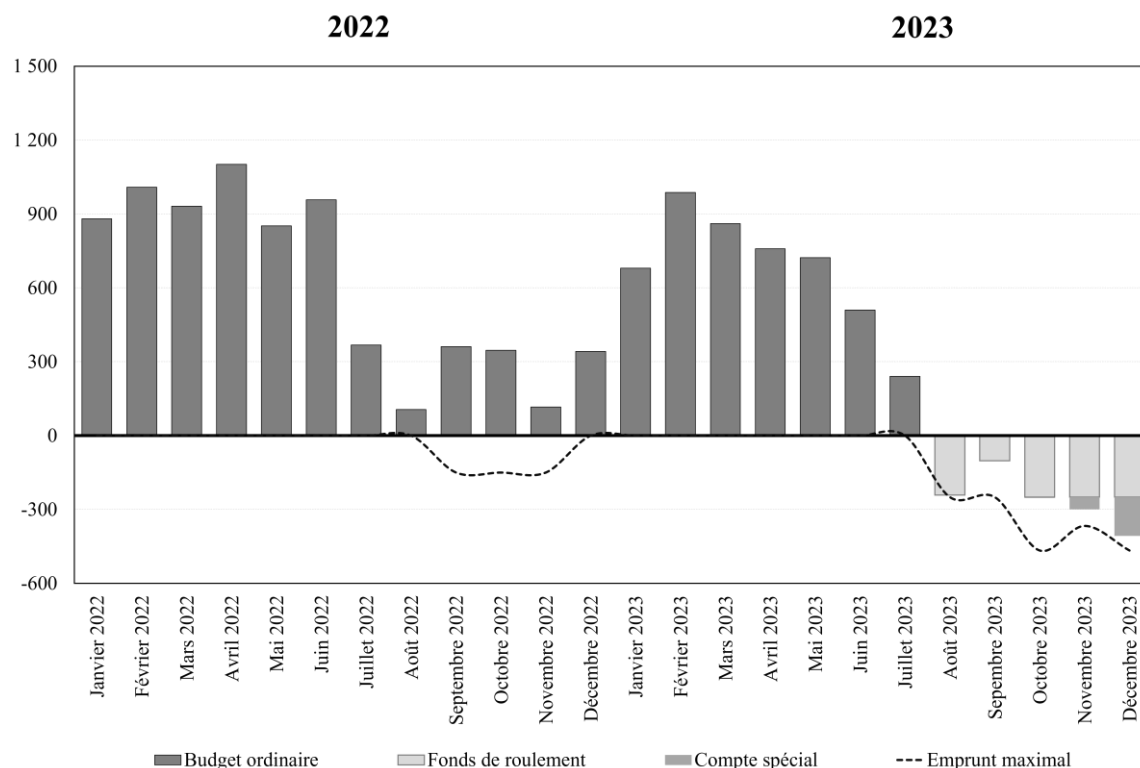
### **Incidence de l'augmentation du Fonds de roulement**

8. L'augmentation de 100 millions de dollars du Fonds de roulement a apporté un soulagement supplémentaire au cours de la seconde moitié de l'année, lorsqu'il est devenu nécessaire d'emprunter massivement sur les réserves, mais le montant accru des réserves a failli être totalement épuisé, les arriérés ayant atteint un nouveau record de 859 millions de dollars à la fin du mois de décembre 2023. L'augmentation du niveau du Fonds de roulement a toutefois permis d'éviter d'emprunter auprès des tribunaux fermés en décembre 2023 et d'atténuer le risque d'épuiser toutes les réserves du budget ordinaire ainsi que le solde de trésorerie des tribunaux fermés. Si le Fonds de roulement n'avait pas été augmenté de 100 millions de dollars, il est probable qu'il faudrait prendre des mesures d'économie supplémentaires, au détriment de l'exécution des programmes en 2023.

9. La figure I présente les soldes mensuels des liquidités pour les exercices budgétaires 2022 et 2023.

Figure I  
Solde des liquidités du budget ordinaire, 2022 et 2023

(En millions de dollars des États-Unis)



10. On trouvera dans le tableau 2 le montant des contributions non encore acquittées au 31 décembre 2023.

Tableau 2  
Contributions non acquittées au 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Montant
Montant des arriérés au 1 <sup>er</sup> janvier 2023	329 657,8
Montant des contributions mises en recouvrement pour l'année	2 989 651,8
<b>Total partiel (sommes à recevoir) (a)</b>	<b>3 319 309,6</b>
Contributions reçues au titre d'exercices antérieurs	257 068,9
Contributions reçues au titre de l'exercice considéré	2 203 386,4
<b>Total partiel (montants recouvrés) (b)</b>	<b>2 460 455,3</b>
<b>Montant des arriérés au 31 décembre 2023 (c) = (a) – (b)</b>	<b>858 854,3</b>

#### Incidence de la baisse des liquidités sur les perspectives pour 2024 et 2025

11. Le solde de trésorerie sain enregistré au début de l'année 2023 a largement contribué à atténuer les effets des problèmes de liquidités survenus au cours de l'année, les restrictions de dépenses n'ayant été introduites qu'à la mi-juillet pour le

recrutement et en septembre pour les dépenses autres que le coût des postes. En raison de l'important déficit de trésorerie qui a presque épuisé une grande partie des réserves de liquidités à la fin de 2023, l'exécution du budget en 2024 risque fortement d'être compromise en cas de pénurie de liquidités, d'où la nécessité d'imposer d'importantes mesures d'économie dès le début de l'année. Bien que le montant recouvré ait dépassé de 378 millions de dollars les prévisions à la fin du mois d'avril 2024, principalement en raison de l'acquittement des arriérés d'exercices antérieurs, on ne peut pas être sûr que les recouvrements au cours de l'année 2024 suffiront à couvrir l'exécution de l'intégralité du budget. Pour reconstituer les réserves de liquidités, il faudrait recouvrer environ 115 % des contributions mises en recouvrement, si le budget devait être exécuté dans son intégralité. Le taux moyen de recouvrement des cinq dernières années a été d'environ 97 % et le plus élevé a été de 113 % en 2021. Il semble probable que 2024 se termine également par un déficit de trésorerie important qui pourrait épuiser une grande partie des réserves de liquidités. Il faudrait de nouveau imposer des restrictions de dépenses en 2025 pour éviter les défauts de paiement et l'interruption des activités.

12. La restitution des crédits d'un montant de 88,8 millions de dollars, indiqués dans le tableau 1, montant qui viendra en réduction des contributions pour 2025, aggraverait une situation des liquidités déjà précaire, entraverait davantage l'exécution des programmes et rendrait difficile pour l'Organisation d'honorer ses engagements financiers en 2025. Il est donc proposé que le montant remboursable soit réparti entre les États Membres selon le barème des quotes-parts applicable pour 2025, puis placé dans une réserve qui serait utilisée au cas où les recouvrements ne suffiraient à couvrir l'exécution intégrale, efficace et effective des mandats au cours de l'année 2025. L'Assemblée générale pourrait également préciser les conditions, liées à la situation des liquidités, dans lesquelles les crédits de la réserve seraient mis à la disposition des États Membres pour qu'ils les retirent immédiatement ou les déduisent de leurs contributions pour l'exercice actuel ou les prochains exercices.

13. Confrontée à des problèmes similaires dans le passé, l'Assemblée générale a pris des mesures exceptionnelles appropriées. Par sa résolution 36/116 B, elle a suspendu l'application des dispositions de diverses règles de gestion financière concernant la restitution des soldes excédentaires enregistrés à la fin des exercices biennaux 1980-1981 et 1982-1983. Cependant, elle n'a pas approuvé la proposition formulée par le Secrétaire général en mars 2019 (voir A/73/809) tendant à ce que la libération du solde inutilisé des crédits ouverts soit suspendue jusqu'à ce que la situation financière se soit améliorée, même si le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a estimé (voir A/73/891) que cette suspension contribuerait à remédier aux problèmes de liquidités et à atténuer le risque d'une nouvelle détérioration et a recommandé à l'Assemblée de l'approuver pour une période d'essai d'un an en 2020. Il convient également de noter que dans le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'ONU, il n'y a pas de dispositions analogues concernant l'utilisation des sommes portées au crédit des États Membres pour couvrir l'enveloppe budgétaire dans le cas des opérations de maintien de la paix.

### **Modifications potentielles du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies**

14. Les modifications potentielles du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU qui découlent des décisions récentes de l'Assemblée générale, y compris le passage d'un exercice budgétaire biennal à un exercice budgétaire annuel, sont examinées en même temps que le Règlement et les règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation afin de garantir la cohérence et l'intégrité des politiques du Secrétariat en matière de planification des programmes,



de budgétisation, d'évaluation et de gestion financière. Selon le calendrier provisoire, les projets d'amendement devraient être soumis à l'Assemblée générale pour examen durant la partie principale de la quatre-vingtième session, sous réserve de l'achèvement de l'examen et des consultations internes nécessaires et de l'établissement du calendrier définitif pour l'examen par les organes intergouvernementaux et les organes d'experts.

## II. Exécution du budget : chapitres des dépenses

### A. Vue d'ensemble

15. Dans ses résolutions 77/264 A à C, l'Assemblée générale a ouvert des crédits d'un montant de 3 396,3 millions de dollars. En outre, dans sa résolution 77/263 A, l'Assemblée a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses, sans mise en recouvrement, d'un montant maximum de 6,6 millions de dollars pour des subventions au Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone et aux Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens. Par ailleurs, l'Assemblée a autorisé des engagements au titre des dépenses imprévues et extraordinaires sous réserve des dispositions de sa résolution 77/265. Les dépenses imprévues et extraordinaires en 2023 s'élèvent à 5,3 millions de dollars, dont 2,3 millions de dollars engagés sous l'autorité du Secrétaire général et 3,1 millions de dollars engagés avec l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Le montant total définitif des dépenses engagées en 2023 s'élève à 3 370,2 millions de dollars. Les crédits ouverts pour 2023 et les dépenses enregistrées en 2023 sont présentés dans le tableau 3.

Tableau 3

#### Montant total des crédits ouverts pour 2023 et montant définitif des dépenses enregistrées

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Crédits ouverts [1 (a)]	Dépenses approuvées sans ouverture de crédits [1 (b)]	Montant définitif des dépenses (2)	Solde (3) = (1) - (2)	Taux d'exécution (pourcentage) (4) = (2)/(1)	Excédent/ (déficit) (5) = [1 (a)] - (2)
a) Crédits ouverts au titre du budget-programme dans les résolutions 77/264 A à C	3 396 308,3	—	3 359 298,0	37 010,3	98,9	37 010,3
b) Dépenses imprévues et extraordinaires engagées en vertu de la résolution 77/265	—	7 186,2	5 315,8	1 870,4	74,0	(5 315,8)
c) Subventions accordées conformément à la résolution 77/263 A	—	6 574,9	5 598,5	976,4	85,1	(5 598,5)
<b>Total</b>	<b>3 396 308,3</b>	<b>13 761,1</b>	<b>3 370 212,3</b>	<b>39 857,1</b>	<b>98,8</b>	<b>26 096,0</b>

16. La sous-utilisation des crédits, qui s'élève au total à 26,1 millions de dollars, est liée pour 8,3 millions de dollars aux entités inscrites au budget ordinaire (hors missions politiques spéciales) et pour 17,8 millions de dollars aux missions politiques spéciales.

### **Entités inscrites au budget ordinaire (hors missions politiques spéciales)**

17. La sous-utilisation de crédits de 8,3 millions de dollars s'explique par la sous-utilisation des crédits au titre des objets de dépense autres que les postes (26,9 millions de dollars) qui est contrebalancée en partie par un dépassement des crédits au titre des postes (18,6 millions de dollars). Le dépassement des crédits au titre des postes tient principalement au fait que les traitements et les dépenses communes de personnel ont été plus élevés que prévu, en particulier en ce qui concerne les agents des services généraux et des catégories apparentées, l'inflation ayant été plus forte que prévu.

18. La sous-utilisation de 26,9 millions de dollars au titre des objets de dépense autres que les postes s'explique principalement par le fait que les autres dépenses de personnel, les frais généraux de fonctionnement, les frais de voyage des représentants et le coût de l'amélioration des locaux ont été moins élevés que prévu, ce qui est contrebalancé en partie par le fait que les dépenses afférentes au mobilier et au matériel et aux contributions du personnel (autres) ont été supérieures aux prévisions. On trouvera à l'annexe II du présent rapport des explications concernant les écarts par objet de dépense. La sous-utilisation des crédits au titre des postes et des autres objets de dépense s'explique également par les mesures d'économie mises en place en juillet et en septembre 2023.

### **Missions politiques spéciales**

19. La sous-utilisation de 17,8 millions de dollars au titre des missions politiques spéciales s'explique par le fait que les dépenses opérationnelles ont été moins élevées que prévu (28,8 millions de dollars) de même que les dépenses afférentes aux militaires et au personnel de police (3,9 millions de dollars), ce qui est contrebalancé par le fait que les dépenses afférentes au personnel civil ont été supérieures aux prévisions (14,9 millions de dollars).

20. Le dépassement des crédits au titre du personnel civil tient au fait que les dépenses communes de personnel concernant le personnel recruté sur le plan international ont été supérieures aux prévisions et que les traitements du personnel recruté sur le plan national ont été plus élevés que prévu en raison de l'actualisation des barèmes de traitement.

21. La sous-utilisation des crédits au titre des militaires et du personnel de police s'explique principalement par le fait que le taux de vacance moyen a été plus élevé que prévu pour les observateurs des Nations Unies à la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH) et pour la police des Nations Unies au Bureau intégré des Nations Unies en Haïti, et que les dépenses afférentes à la relève et aux rations pour les unités de gardes des Nations Unies au sein de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye et de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq ont été moins importantes que prévu.

22. La sous-utilisation des crédits au titre des dépenses opérationnelles tient à ce qui suit : les dépenses afférentes aux opérations aériennes ont été inférieures aux prévisions à la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS), des marchés ayant été résiliés à la suite de l'évacuation, et à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et à la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, en raison du non-déploiement d'un hélicoptère dans les deux cas ; les dépenses afférentes aux services médicaux à la MINUAAH ont été moins importantes que prévu en raison de l'annulation des services d'évacuation sanitaire aérienne à Djibouti, le concept de soutien sanitaire modifié prévoyant un plus grand recours aux structures médicales locales à Hodeïda pour les soins d'urgence ; les dépenses afférentes à l'informatique et aux communications à la MINUATS ont été

inférieures aux prévisions en raison de l'interruption des services de télécommunication et de réseau, ainsi que de l'annulation d'achats à la suite de l'évacuation ; les dépenses afférentes aux experts ont été moins élevées que prévu en raison des vacances de poste dans certains groupes d'experts et mécanismes d'appui aux comités des sanctions, et de l'expiration du mandat du Groupe d'experts sur le Mali ; les dépenses au titre des consultants ont été inférieures aux prévisions, des efforts ayant été faits pour limiter les dépenses compte tenu de la précarité de la situation des liquidités.

23. On trouvera à l'annexe III du présent rapport des informations supplémentaires sur les écarts relatifs aux missions politiques spéciales. Comme dans le cas d'autres entités inscrites au budget ordinaire, la sous-utilisation des crédits s'explique également par les mesures d'économie mises en place en juillet et en septembre 2023.

## B. Achats à terme de devises : incidences et présentation des données

24. À la section X de sa résolution 67/246, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, à avoir recours à des contrats de change à terme pour protéger l'Organisation contre les fluctuations des taux de change, en tenant compte des conclusions présentées dans le deuxième rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 (A/66/578 et A/66/578/Corr.1) et en maintenant les coûts de transaction au plus bas. À la section IX de sa résolution 69/274 A, elle a décidé que les taux de change à terme seraient utilisés aux fins de l'établissement des prévisions budgétaires à partir du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017.

25. Un examen mené par le Secrétariat en novembre 2023 a révélé une proportion élevée de décaissements en dollars des États-Unis, en francs suisses et en euros. Ces trois monnaies représentaient 91,6 % du total des décaissements dans toutes les monnaies pour le budget ordinaire, dont 70,1 % pour les dollars des États-Unis, 15,7 % pour les francs suisses et 5,8 % pour les euros.

26. En 2023, l'ONU a acheté, dans le cadre de contrats d'achat à terme de devises, 277,0 millions de francs suisses et 109,0 millions d'euros aux taux de change prédéfinis de 0,927 franc suisse pour 1 dollar des États-Unis et de 0,949 euro pour 1 dollar des États-Unis, afin de se prémunir contre les fluctuations des taux de change.

27. En 2023, les taux de change opérationnels moyens de l'ONU étaient de 0,898 franc suisse pour 1 dollar des États-Unis et de 0,925 euro pour 1 dollar des États-Unis. Du fait de la dépréciation du dollar des États-Unis par rapport au franc suisse et à l'euro en 2023, l'ONU a bénéficié d'une différence positive entre les taux à terme fixés dans les contrats et les taux de change opérationnels et réalisé des gains de change d'un montant de 12,7 millions de dollars (9,7 millions de dollars pour le franc suisse et 3,0 millions de dollars pour l'euro). Le tableau 4 présente en détail la répartition des gains réalisés sur les achats à terme par chapitre du budget.

Tableau 4

### Gains réalisés sur les achats à terme (ou opérations de couverture) par chapitre du budget

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre du budget	Gains sur opérations de couverture
1. Politiques, direction et coordination d'ensemble	109,1
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	2 310,5

<i>Chapitre du budget</i>	<i>Gains sur opérations de couverture</i>
3. Affaires politiques (hors missions politiques spéciales)	78,7
4. Désarmement	32,8
5. Opérations de maintien de la paix	29,6
6. Utilisations pacifiques de l'espace	105,0
7. Cour internationale de Justice	1 133,6
8. Affaires juridiques	458,0
12. Commerce et développement	1 130,9
14. Environnement	70,1
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	611,4
20. Développement économique en Europe	520,1
24. Droits humains	1 412,7
27. Aide humanitaire	71,0
28. Communication globale	230,6
29E. Administration (Genève)	2 769,2
29F. Administration (Vienne)	422,
32. Dépenses spéciales	50,7
33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	191,5
34. Sûreté et sécurité	633,8
<b>Total</b>	<b>12 663,6</b>

### C. Dépenses engagées en 2023 (chapitres des dépenses)

28. Le montant définitif des dépenses engagées en 2023 s'élève à 3 370,2 millions de dollars, répartis comme suit : 3 359,3 millions de dollars au titre des résolutions [77/264](#) A à C ; 5,3 millions de dollars au titre des dépenses imprévues et extraordinaires (résolution [77/265](#)) ; 5,6 millions de dollars au titre des subventions accordées aux Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens et au Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone (résolution [77/263](#) A).

29. Le montant total de 3 370,2 millions de dollars comprend des engagements non réglés qui, à la fin de l'année 2023, s'élevaient à 116,5 millions de dollars, soit 3,4 % des crédits ouverts. Le montant des engagements d'exercices antérieurs qui ont été annulés s'élève à 25,6 millions de dollars, dont 15,3 millions de dollars concernent les entités inscrites au budget ordinaire et 10,3 millions de dollars les missions politiques spéciales. Les annulations d'engagements dans les entités inscrites au budget ordinaire s'expliquent principalement par ce qui suit : a) la réduction de la part de l'ONU dans le financement des services de conférence, une activité financée en commun à Vienne (résolution [49/237](#)), qui était directement liée au solde inutilisé des crédits ouverts au titre des activités financées en commun ; b) le fait que les coûts réels des biens et services ont été inférieurs aux prévisions et que les fournisseurs se sont trouvés dans l'incapacité de livrer les biens et services prévus au Département de l'appui opérationnel ; c) l'annulation d'un projet de construction à l'Office des Nations Unies à Vienne, ainsi que le report et la lenteur de certains travaux de construction à la Commission économique pour l'Afrique ; d) la réduction ou l'annulation des dépenses au titre des services contractuels d'ingénierie et d'appui à

la radiodiffusion dans le Département de la communication globale. Les annulations d'engagements d'exercices antérieurs dans les missions politiques spéciales tiennent principalement à ce qui suit : a) une réduction des engagements de dépenses au titre du personnel civil due au fait que les demandes de congé de détente ont été moins nombreuses que prévu et que les dépenses communes de personnel ont été inférieures aux prévisions à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et au Bureau intégré des Nations Unies en Haïti ; b) des retards pris à la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie dans l'exécution des travaux de construction à Dhuusamarreeb, en raison de l'approbation tardive du projet par les autorités, ainsi qu'une réduction des engagements de dépenses au titre des remboursements relatifs au personnel en tenue, des déductions ayant été appliquées en raison des problèmes concernant le matériel appartenant aux contingents ; c) l'annulation d'engagements à la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie, en raison d'une réduction de la rémunération des Volontaires des Nations Unies et des chauffeurs dans le cadre des contrats du Programme des Nations Unies pour le développement, et du fait que des biens n'ont pas été livrés par les titulaires de marchés et que le coût des fournitures médicales et des services de formation a été inférieur aux prévisions initiales ; d) l'annulation d'engagements au titre d'activités relatives aux programmes à la MINUATS en raison de l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité ; e) l'annulation de marchés de construction à la MINUAAH en raison de la non-obtention des permis nécessaires et des attermoissements des titulaires de marchés.

30. Le montant des engagements non réglés à la fin de l'exercice 2023 représentait 3,4 % des crédits ouverts, ce qui prolonge la tendance à la baisse des montants et de la proportion des engagements non réglés. On trouvera dans le tableau 5 le montant des engagements non réglés en fin d'exercice depuis 2020.

Tableau 5

**Montant des engagements non réglés en fin d'exercice**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Crédits ouverts	Engagements non réglés en fin d'exercice	
		Montant	Pourcentage
<i>Exercice budgétaire</i>	(a)	(b)	(c) = (b)/(a)
2020 <sup>a</sup>	3 073 830,5	222 260,3	7,2
2021	3 224 724,1	148 743,7	4,6
2022	3 257 755,4	130 718,3	4,0
2023	3 396 308,3	116 502,2	3,4

<sup>a</sup> Le taux exceptionnellement élevé d'engagements non réglés reflète l'incidence de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et le fait que des dépenses ont été reportées en raison de la situation des liquidités et des rentrées d'argent tardives. On trouvera des précisions supplémentaires dans le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2020 ([A/76/347](#)).

31. On trouvera dans les annexes VII et VIII du présent rapport des informations sur les engagements non réglés par chapitre et par objet de dépense.

# 1. Dépenses engagées en vertu des résolutions [77/264 A à C](#), [77/263 A](#) et [77/265](#)

32. Comme indiqué dans le tableau 3, le montant des dépenses engagées en vertu des résolutions [77/264 A à C](#), [77/263 A](#) et [77/265](#) s'est établi à 3 370,2 millions de dollars, soit une sous-utilisation de 26,1 millions de dollars des crédits approuvés. Les dépenses comprenaient un montant de 2,8 millions de dollars relatif à la

subvention accordée au Tribunal spécial pour le Liban, comme expliqué aux paragraphes 38 et 39 ci-dessous.

## 2. Dépenses engagées en vertu de la résolution 77/265

33. Comme indiqué dans les tableaux 6 et 7, le montant total des dépenses imprévues et extraordinaires engagées en 2023 s'élève à 5,3 millions de dollars, dont 3,1 millions de dollars engagés avec l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et 2,2 millions de dollars au titre du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Tableau 6

### Dépenses imprévues et extraordinaires : montant engagé avec l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Montant approuvé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires <sup>a</sup>	Dépenses engagées	Solde
<b>Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)</b>			
Voyages des membres du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	219,3	219,3	—
<b>Chapitre 3 [Affaires politiques (missions politiques spéciales)]</b>			
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	3 703,4	2 838,4	865,0
<b>Total partiel (tableau 6)</b>	<b>3 922,7</b>	<b>3 057,7</b>	<b>865,0</b>

<sup>a</sup> Comprend un montant de 78 500 dollars au titre des contributions du personnel.

Tableau 7

### Dépenses imprévues et extraordinaires : dépenses certifiées par le Secrétaire général comme étant nécessaires au maintien de la paix et de la sécurité internationales

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Montant autorisé <sup>a</sup>	Dépenses engagées	Solde
<b>Chapitre 3 [Affaires politiques (autres)]</b>			
Mécanisme de suivi concernant l'attentat ayant entraîné la mort de deux membres du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo à Kananga (République démocratique du Congo)	705,9	673,0	32,9
Groupe indépendant de haut niveau sur la sécurité et le développement au Sahel	423,9	88,2	335,7
Coordonnateur spécial de l'évaluation indépendante demandée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2679 (2023)	863,6	770,0	93,6
Réunion des Envoyés spéciaux sur l'Afghanistan	64,4	40,3	24,1
Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Soudan	170,9	20,2	150,7
<b>Chapitre 3 [Affaires politiques (missions politiques spéciales)]</b>			
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	682,0	472,6	209,4

	Montant autorisé <sup>a</sup>	Dépenses engagées	Solde
<b>Chapitre 26 (Réfugiés de Palestine)</b>			
Coordonnatrice de haut niveau de l'action humanitaire et de la reconstruction pour Gaza	30,0	26,8	3,2
<b>Chapitre 28 (Communication globale)</b>			
Bureau des Nations Unies à Kyïv (Ukraine)	322,8	167,1	155,7
<b>Total partiel</b>	<b>3 263,5</b>	<b>2 258,1</b>	<b>1 005,4</b>
<b>Total (tableaux 6 et 7)</b>	<b>7 186,2</b>	<b>5 315,8</b>	<b>1 870,4</b>

<sup>a</sup> Comprend un montant autorisé de 212 100 dollars et des dépenses d'un montant de 133 600 dollars au titre des contributions du personnel.

### 3. Dépenses engagées en vertu de la résolution 77/263 A

#### a) Subvention accordée aux Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens

##### Chapitre 8 (Affaires juridiques)

34. À la section IV de sa résolution 77/263 A, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant ne dépassant pas 3 809 900 dollars pour compléter les contributions volontaires destinées au financement de la composante internationale des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023, et a prié le Secrétaire général de lui rendre compte des dépenses relevant de cette autorisation d'engagement. On trouvera des renseignements sur la façon dont la subvention a été employée dans le rapport du Secrétaire général intitulé « Rapport sur l'utilisation de l'autorisation d'engagement de dépenses et demande de subvention pour les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens ».

35. Un montant de 3,0 millions de dollars a été utilisé. Aucun crédit n'ayant été ouvert au titre de la subvention, ces dépenses ont été financées au moyen de l'enveloppe globale des crédits ouverts pour 2023.

#### b) Subvention accordée au Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone

##### Chapitre 8 (Affaires juridiques)

36. À la section III de sa résolution 77/263 A, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses ne dépassant pas 2 765 000 dollars pour compléter les contributions volontaires destinées au financement du Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023, à titre de mécanisme de financement transitoire, et a prié le Secrétaire général de lui rendre compte des dépenses relevant de cette autorisation d'engagement. On trouvera des renseignements sur la façon dont la subvention a été employée dans le rapport du Secrétaire général intitulé « Rapport sur l'utilisation de l'autorisation d'engagement de dépenses et demande de subvention pour le Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone ».

37. Sur le montant approuvé, 2,6 millions de dollars ont été utilisés pour compléter les contributions volontaires. Aucun crédit n'ayant été ouvert au titre de la subvention, ces dépenses ont été financées au moyen de l'enveloppe globale des crédits ouverts pour 2023.

**c) Rapport sur l'utilisation de la subvention accordée au Tribunal spécial pour le Liban pour 2023 conformément à la résolution 77/263 A de l'Assemblée générale**

**Chapitre 8 (Affaires juridiques)**

38. À la section II de sa résolution 77/263 A, l'Assemblée générale a ouvert, à titre de subvention, des crédits de 2 968 000 dollars au chapitre 8 (Affaires juridiques) du budget-programme de 2023 en vue de compléter les contributions volontaires destinées au financement du Tribunal spécial pour le Liban, et a prié le Secrétaire général de lui rendre compte de l'utilisation faite des fonds alloués par l'Organisation des Nations Unies.

39. En 2023, un montant de 2,8 millions de dollars a été utilisé pour couvrir les dépenses totales du Tribunal. Aucune contribution volontaire et aucune autre recette n'ont été perçues au cours de la période. Le mandat du Tribunal spécial pour le Liban a pris fin le 31 décembre 2023, et l'institution a cessé de fonctionner à cette date après avoir achevé ses activités judiciaires, la phase résiduelle et les activités de liquidation.

**D. Explications concernant les écarts, par chapitre du budget**

40. Conformément à la pratique établie, on trouvera ci-après des explications concernant les écarts importants constatés entre le budget définitif et les dépenses effectives. Un écart est considéré comme important s'il atteint 5 %. Des explications sont également fournies pour tous les chapitres présentant un solde négatif. On trouvera à l'annexe I du présent rapport des informations sur les crédits ouverts et les dépenses engagées par chapitre du budget.

**Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)**

*(Sous-utilisation de 19,6 millions de dollars, soit 5,6 % des crédits ouverts au titre du chapitre 2)*

41. La sous-utilisation de crédits constatée à ce chapitre s'explique par le fait que les dépenses afférentes aux postes ont été inférieures aux prévisions (3,3 millions de dollars), le taux de vacance moyen ayant été plus élevé que prévu (un taux effectif de 13,4 % dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur et de 18,4 % dans la catégorie des agents des services généraux et des catégories apparentées contre des taux approuvés de 12,7 % et de 15,9 % respectivement), et par une sous-utilisation des crédits au titre des autres dépenses de personnel (13,2 millions de dollars) qui tenait principalement à ce qui suit : a) l'annulation ou le report de réunions et des services connexes ; b) l'incidence de la situation des liquidités de l'Organisation et des restrictions imposées, telles que le gel des recrutements qui est entré en vigueur à partir de juillet 2023, ainsi que la réduction du financement de l'assistance linguistique temporaire, les entités étant tenues de réduire les dépenses autres que celles liées aux postes. En outre, certains mandats du Conseil des droits de l'homme ont été annulés ou reportés en raison des restrictions de dépenses (par exemple, les missions des Rapporteurs spéciaux), ce qui a entraîné une diminution des dépenses autres que celles afférentes aux postes à Genève.

**Chapitre 3 [Affaires politiques (autres)]**

*(Dépassement de 1,2 million de dollars, soit 1,8 % des crédits ouverts au titre du chapitre 3)*

42. Le dépassement de crédits constaté à ce chapitre s'explique principalement par le fait que des dépenses imprévues et extraordinaires supplémentaires d'un montant de 1,5 million de dollars ont été engagées par le Département des affaires politiques



et de la consolidation de la paix en vertu de la résolution 77/265, en particulier au titre du mécanisme de suivi concernant l'attentat ayant entraîné la mort de deux membres du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo à Kananga (République démocratique du Congo) et des activités du Coordonnateur spécial de l'évaluation indépendante demandée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2679 (2023), ce qui est compensé en partie par une sous-utilisation des crédits au titre des postes (0,3 million de dollars), due principalement au fait que les dépenses afférentes aux postes ont été inférieures aux prévisions au Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, les dépenses communes de personnel ayant été moins élevées que prévu pour la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur.

#### **Chapitre 5 (Opérations de maintien de la paix)**

*(Dépassement de 3,4 millions de dollars, soit 6,3 % des crédits ouverts au titre du chapitre 5)*

43. Le dépassement de crédits constaté à ce chapitre tient essentiellement au dépassement des crédits au titre des postes (1,5 million de dollars), qui s'explique par le fait que les traitements des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur et des agents des services généraux et des catégories apparentées ont été plus élevés que prévu à l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, et que les autres dépenses de personnel ont été supérieures aux prévisions (1,5 million de dollars) également à l'Organisme, le taux de l'indemnité de subsistance (missions) étant plus élevé que prévu.

#### **Chapitre 6 (Utilisations pacifiques de l'espace)**

*(Sous-utilisation de 0,5 million de dollars, soit 10,1 % des crédits ouverts au titre du chapitre 6)*

44. La sous-utilisation de crédits constatée à ce chapitre s'explique principalement par le fait que les dépenses afférentes aux postes ont été inférieures aux prévisions (0,3 million de dollars), le taux de vacance moyen ayant été plus fort que prévu (un taux effectif de 22,7 % dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur et de 4,6 % dans la catégorie des agents des services généraux et des catégories apparentées contre des taux approuvés de 11,0 % et de 0 % respectivement), et par la sous-utilisation des crédits au titre des subventions et contributions (0,1 million de dollars), qui tient essentiellement à une réduction des subventions versées aux centres régionaux de formation aux sciences et techniques spatiales affiliés à l'ONU.

#### **Chapitre 8 (Affaires juridiques)**

*(Dépassement de 3,5 millions de dollars, soit 5,4 % des crédits ouverts au titre du chapitre 8)*

45. Le dépassement est principalement imputable aux montants dépensés dans le cadre des engagements autorisés au titre des subventions pour ce chapitre. Dans sa résolution 77/263 A, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant ne dépassant pas 6,6 millions de dollars pour compléter les contributions volontaires destinées au financement de la composante internationale des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens et le Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023. Les dépenses au titre des subventions approuvées se sont élevées à 5,6 millions de dollars. Aucun crédit n'ayant été ouvert au titre des subventions, ces dépenses ont été financées au moyen de l'enveloppe globale des crédits ouverts pour 2023. Le dépassement au titre des subventions a été compensé en partie par une sous-utilisation de 1,9 million de dollars, dont 1,1 million de dollars au titre du Mécanisme

international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables et 0,8 million de dollars au titre du Bureau des affaires juridiques. La sous-utilisation de 1,1 million de dollars au titre du Mécanisme international, impartial et indépendant concerne principalement les services contractuels et les autres dépenses de personnel et découle des restrictions des dépenses dictées par la situation des liquidités. L'écart de 1,0 million de dollars constaté au titre du Bureau des affaires juridiques tient principalement à la sous-utilisation de crédits concernant : a) les experts, essentiellement en raison de l'organisation consécutive de trois ateliers régionaux de perfectionnement des compétences et de trois ateliers régionaux à l'appui de l'élaboration de la troisième Évaluation mondiale de l'état de l'océan ; b) les voyages des représentants, le taux de participation des membres aux deux parties de la soixante-quatorzième session de la Commission du droit international ayant été plus faible que prévu.

### **Chapitre 9 (Affaires économiques et sociales)**

*(Dépassement de 1,3 million de dollars, soit 1,5 % des crédits ouverts au titre du chapitre 9)*

46. Le dépassement de crédits constaté à ce chapitre tient principalement au fait que les dépenses afférentes aux postes ont été plus élevées que prévu (3,2 millions de dollars), le taux de vacance moyen ayant été inférieur aux prévisions dans la catégorie des agents des services généraux et des catégories apparentées (un taux effectif de 10,6 % contre un taux prévu de 17,9 %), et que les traitements et les dépenses communes de personnel ont été plus élevés que prévu pour les agents des services généraux et des catégories apparentées à New York.

### **Chapitre 10 (Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement)**

*(Sous-utilisation de 1,0 million de dollars, soit 11,3 % des crédits ouverts au titre du chapitre 10)*

47. La sous-utilisation de crédits constatée à ce chapitre tient essentiellement au fait que les dépenses afférentes aux postes ont été inférieures aux prévisions (0,5 million de dollars), le taux de vacance moyen ayant été plus fort que prévu (un taux effectif de 19,2 % dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur et de 13,0 % dans la catégorie des agents des services généraux et des catégories apparentées, contre des taux approuvés de 7,3 % et de 0 % respectivement), et à la sous-utilisation des crédits au titre des autres dépenses de personnel (0,4 million de dollars) qui s'explique principalement par ce qui suit : a) les dépenses afférentes au personnel temporaire (autre que pour les réunions) destiné à remplacer le personnel en congé maladie ou en congé parental ont été inférieures aux prévisions ; b) le recours au personnel temporaire a été réduit en raison de l'annulation d'un rapport prévu.

### **Chapitre 15 (Établissements humains)**

*(Sous-utilisation de 1,0 million de dollars, soit 7,6 % des crédits ouverts au titre du chapitre 15)*

48. La sous-utilisation de crédits constatée à ce chapitre s'explique principalement par le fait que les dépenses afférentes aux postes ont été inférieures aux prévisions (0,6 million de dollars), les dépenses communes de personnel ayant été moins importantes que prévu en ce qui concerne la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, et par la sous-utilisation des crédits au titre des services contractuels (0,3 million de dollars), des restrictions de dépenses ayant été

imposées de juillet 2023 jusqu'à la fin de l'année en raison de la situation des liquidités.

### **Chapitre 18 (Développement économique et social en Afrique)**

*(Dépassement de 1,6 million de dollars, soit 1,8 % des crédits ouverts au titre du chapitre 18)*

49. Le dépassement de crédits constaté à ce chapitre s'explique essentiellement par le fait que les dépenses afférentes aux postes ont été plus élevées que prévu (1,5 million de dollars), principalement parce que le taux de vacance moyen a été inférieur aux prévisions dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur (un taux effectif de 15,6 % contre un taux prévu de 18,8 %).

### **Chapitre 20 (Développement économique en Europe)**

*(Dépassement de 0,6 million de dollars, soit 1,5 % des crédits ouverts au titre du chapitre 20)*

50. Le dépassement de crédits constaté à ce chapitre tient principalement au fait que les dépenses afférentes aux postes ont été plus élevées que prévu (0,6 million de dollars), le coefficient d'ajustement ayant été plus important que prévu à Genève (un coefficient effectif de 81,3 % contre un coefficient estimatif de 75,6 %), et que les dépenses communes de personnel concernant les agents des services généraux et des catégories apparentées ont été supérieures aux prévisions.

### **Chapitre 21 (Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes)**

*(Dépassement de 1,9 million de dollars, soit 3,3 % des crédits ouverts au titre du chapitre 21)*

51. Le dépassement de crédits constaté à ce chapitre tient principalement au fait que les dépenses afférentes aux postes ont été plus élevées que prévu (1,9 million de dollars), les traitements des agents des services généraux et des catégories apparentées ayant été supérieurs aux prévisions et le taux de vacance moyen dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur ayant été plus faible que prévu (un taux effectif de 11,9 % contre un taux prévu de 14,6 %).

### **Chapitre 22 (Développement économique et social en Asie occidentale)**

*(Dépassement de 1,6 million de dollars, soit 3,3 % des crédits ouverts au titre du chapitre 22)*

52. Le dépassement de crédits constaté à ce chapitre tient essentiellement au fait que les dépenses afférentes aux postes ont été supérieures aux prévisions (1,5 million de dollars), le taux de vacance moyen ayant été plus faible que prévu (un taux effectif de 12,7 % dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur et de 10,5 % dans la catégorie des agents des services généraux et des catégories apparentées, contre des taux approuvés de 16,1 % et de 12,0 %, respectivement).

### **Chapitre 24 (Droits humains)**

*(Sous-utilisation de 11,5 millions de dollars, soit 6,5 % des crédits ouverts au titre du chapitre 24)*

53. La sous-utilisation de crédits constatée à ce chapitre tient principalement au fait qu'au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, les autres dépenses de personnel ont été inférieures aux prévisions (8,8 millions de dollars) de même que les frais de voyage des représentants (4,1 millions de dollars), en raison principalement du gel des recrutements aux postes et emplois de temporaire financés

au moyen du budget ordinaire, ainsi que des restrictions aux déplacements imposées dans certains pays qui ont également eu une incidence sur l'exécution des mandats. Elle a été contrebalancée en partie par le fait que les dépenses afférentes aux postes ont été plus élevées que prévu (1,7 million de dollars), les traitements des agents des services généraux et des catégories apparentées ayant été supérieurs aux prévisions et le coefficient d'ajustement ayant été plus fort que prévu à Genève.

#### **Chapitre 25 (Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance)**

*(Dépassement de 0,03 million de dollars, soit 0,1 % des crédits ouverts au titre du chapitre 25)*

54. Le dépassement de crédits constaté à ce chapitre s'explique principalement par le fait que les dépenses afférentes aux postes ont été plus élevées que prévu, le coefficient d'ajustement ayant été plus fort que prévu à Genève.

#### **Chapitre 27 (Aide humanitaire)**

*(Sous-utilisation de 3,8 millions de dollars, soit 14,0 % des crédits ouverts au titre du chapitre 27)*

55. La sous-utilisation de crédits constatée à ce chapitre s'explique principalement par la sous-utilisation des crédits au titre des autres dépenses de personnel (3,2 millions de dollars) et des subventions et contributions (1,6 million de dollars), qui tient principalement à la réduction des dépenses d'appui au Mécanisme de surveillance de l'aide humanitaire en République arabe syrienne, dont le mandat a pris fin le 10 juillet 2023 sans être renouvelé par le Conseil de sécurité, et à la réduction des dépenses d'appui au bureau d'appui à l'Initiative de la mer Noire, l'Initiative ayant pris fin le 17 juillet 2023 et n'ayant pas été renouvelée. Cette sous-utilisation a été contrebalancée en partie par le fait que les dépenses afférentes aux postes ont été supérieures aux prévisions (1,5 million de dollars), les traitements des agents des services généraux et des catégories apparentées ayant été plus élevés que prévu et le coefficient d'ajustement ayant été plus fort que prévu à Genève.

#### **Chapitre 28 (Communication globale)**

*(Dépassement de 3,3 millions de dollars, soit 3,2 % des crédits ouverts au titre du chapitre 28)*

56. Le dépassement de crédits constaté à ce chapitre s'explique principalement par le fait que les dépenses afférentes aux postes ont été plus élevées que prévu (4,7 millions de dollars), le taux de vacance moyen ayant été inférieur aux prévisions (un taux effectif de 8,8 % dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur et de 10,1 % dans la catégorie des agents des services généraux et des catégories apparentées, contre des taux approuvés de 11,3 % et de 14,0 % respectivement), ce qui est compensé en partie par une sous-utilisation des crédits au titre : a) des services contractuels et des frais généraux de fonctionnement (1,2 million de dollars), compte tenu de la réduction des frais d'entretien et de location de mobilier et de matériel et des frais de communication, y compris les frais relatifs à la valise diplomatique, au courrier, à l'affranchissement, au téléphone, à Internet et à l'hébergement du site Web, due à la situation des liquidités ; b) des fournitures et du matériel (0,3 million de dollars), en raison du fait que certaines manifestations ont été tenues virtuellement en 2023, ce qui nécessitait moins de fournitures pour les services d'information par rapport aux manifestations tenues en présentiel, d'une réduction des achats de matériel physique pour la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, qui a acheté davantage d'abonnements numériques en 2023 (par opposition aux abonnements physiques) pour répondre aux besoins des utilisateurs et des États Membres, et de

l'acceptation plus large des signatures électroniques sur les documents, qui a réduit la consommation de fournitures de bureau et d'imprimerie.

**Chapitre 29A (Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité)**

*(Dépassement de 1,4 million de dollars, soit 2,3 % des crédits ouverts au titre du chapitre 29A)*

57. Le dépassement de crédits constaté à ce chapitre tient au fait que les dépenses afférentes aux postes ont été plus élevées que prévu (1,6 million de dollars), essentiellement en raison d'un taux de vacance plus faible que prévu dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur (un taux effectif de 11,2 % contre un taux prévu de 14,9 %) et des traitements et des dépenses communes de personnel plus élevés que prévu en ce qui concerne les agents des services généraux et des catégories apparentées, ce qui est compensé en partie par une sous-utilisation des crédits au titre des objets de dépense autres que les postes (0,2 million de dollars), essentiellement des services contractuels, en raison des restrictions de dépenses dictées par la situation des liquidités.

**Chapitre 29C (Bureau de l'informatique et des communications)**

*(Dépassement de 0,9 million de dollars, soit 1,6 % des crédits ouverts au titre du chapitre 29C)*

58. Le dépassement de crédits constaté à ce chapitre s'explique principalement par le fait que les dépenses afférentes aux postes ont été plus élevées que prévu (1,2 million de dollars), essentiellement parce que le taux de vacance a été inférieur aux prévisions dans la catégorie des agents des services généraux et des catégories apparentées (un taux effectif de 16,8 % contre un taux prévu de 18,3 %) et que les traitements et les dépenses communes de personnel ont été supérieurs aux prévisions en ce qui concerne les agents des services généraux et des catégories apparentées à New York, ce qui est compensé en partie par une sous-utilisation des crédits au titre des objets de dépense autres que les postes (0,3 million de dollars), essentiellement des frais généraux de fonctionnement, en raison des restrictions de dépenses dictées par la situation des liquidités.

**Chapitre 29E [Administration (Genève)]**

*(Dépassement de 1,6 million de dollars, soit 2,1 % des crédits ouverts au titre du chapitre 29E)*

59. Le dépassement de crédits constaté à ce chapitre tient au fait que les dépenses afférentes aux postes ont été plus élevées que prévu (1,2 million de dollars) principalement parce que les traitements et les dépenses communes de personnel concernant les agents des services généraux et des catégories apparentées ont été supérieurs aux prévisions, que le coefficient d'ajustement a été plus fort que prévu à Genève et que les dépenses autres que le coût des postes ont été plus élevées que prévu (0,4 million de dollars), principalement en raison des pertes de change.

**Chapitre 29F [Administration (Vienne)]**

*(Dépassement de 0,3 million de dollars, soit 1,4 % des crédits ouverts au titre du chapitre 29F)*

60. Le dépassement de crédits constaté à ce chapitre s'explique par le fait que les dépenses afférentes aux postes ont été plus élevées que prévu (0,4 million de dollars) principalement parce que les traitements des agents des services généraux et des catégories apparentées ont été supérieurs aux prévisions, ce qui est compensé en partie par une sous-utilisation des crédits au titre des objets de dépense autres que les

postes, principalement des services contractuels, en raison des restrictions de dépenses dictées par la situation des liquidités.

#### **Chapitre 29G [Administration (Nairobi)]**

*(Dépassement de 1,3 million de dollars, soit 6,9 % des crédits ouverts au titre du chapitre 29G)*

61. Le dépassement de crédits constaté à ce chapitre s'explique principalement par le fait que les dépenses afférentes aux postes ont été plus élevées que prévu (1,5 million de dollars), essentiellement parce que le taux de vacance a été moins élevé que prévu dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur (un taux effectif de 5,2 % contre un taux prévu de 24,2 %), ce qui est compensé en partie par une sous-utilisation des crédits au titre des objets de dépense autres que les postes (0,2 million de dollars), essentiellement des frais généraux de fonctionnement, en raison des restrictions de dépenses dictées par la situation des liquidités.

#### **Chapitre 30 (Contrôle interne)**

*(Dépassement de 1,3 million de dollars, soit 5,7 % des crédits ouverts au titre du chapitre 30)*

62. Le dépassement de crédits constaté à ce chapitre s'explique principalement par le fait que les dépenses afférentes aux postes ont été plus élevées que prévu (1,7 million de dollars), essentiellement parce que le taux de vacance moyen a été moins élevé que prévu (un taux effectif de 15,3 % dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur et de 5,9 % dans la catégorie des agents des services généraux et des catégories apparentées, contre des taux approuvés de 18,4 % et de 6,7 % respectivement), et que les traitements et les dépenses communes de personnel ont été plus élevés que prévu en ce qui concerne les agents des services généraux et des catégories apparentées à New York, ce qui est compensé en partie par une sous-utilisation des crédits au titre des objets de dépense autres que les postes (0,4 million de dollars), essentiellement des autres dépenses de personnel, en raison des restrictions de dépenses dictées par la situation des liquidités.

#### **Chapitre 31 (Activités administratives financées en commun)**

*(Dépassement de 0,3 million de dollars, soit 3,5 % des crédits ouverts au titre du chapitre 31)*

63. Le dépassement de crédits constaté à ce chapitre s'explique par le fait que la part des dépenses du Corps commun d'inspection et des dépenses afférentes au projet des Normes comptables internationales du secteur public pour 2023 qui était à la charge de l'ONU a été plus élevée que prévu. L'augmentation des dépenses du Corps commun d'inspection tient principalement à l'augmentation des dépenses communes de personnel en raison de la cessation de service de cinq inspecteurs et d'un membre du personnel, et de l'entrée en fonctions de nouveaux inspecteurs. En ce qui concerne le projet des Normes comptables internationales du secteur public, l'augmentation des dépenses tient au fait que les dépenses communes de personnel ont été plus élevées que prévu en ce qui concerne le personnel en poste à New York.

#### **Chapitre 34 (Sûreté et sécurité)**

*(Dépassement de 3,2 millions de dollars, soit 2,6 % des crédits ouverts au titre du chapitre 34)*

64. Le dépassement de crédits constaté à ce chapitre concerne principalement les objets de dépense autres que les postes, ce qui s'explique essentiellement par le fait que les autres dépenses de personnel visant à garantir la continuité des opérations et

des services de sécurité dans le complexe de l'ONU, y compris dans les immeubles annexes à New York, ont été plus élevées que prévu (2,8 millions de dollars), et par l'augmentation des frais de voyage du personnel (1,7 million de dollars) due au fait que les voyages officiels ont été plus nombreux que prévu. Le volume plus élevé de voyages comprend les services de protection pour les hauts fonctionnaires de l'Organisation, les visites aux bureaux hors Siège et les visites menées en réponse aux situations d'urgence. L'une des principales fonctions du Département de la sûreté et de la sécurité à New York est la protection du Secrétaire général, de la Vice-Secrétaire générale et du Président de l'Assemblée générale, en particulier la protection rapprochée lors de leurs déplacements. Le dépassement a été compensé en partie par une sous-utilisation des crédits au titre des subventions et des contributions (1,3 million de dollars), qui s'explique par le fait que la part du Secrétariat dans les coûts des opérations de sécurité sur le terrain financées conjointement a été inférieure aux prévisions.

### Chapitre 36 (Contributions du personnel)

(Dépassement de 16,1 millions de dollars, soit 5,5 % des crédits ouverts au titre du chapitre 36)

65. Ce dépassement s'explique principalement par la réduction de 5,0 millions de dollars des crédits budgétaires prévus pour ce chapitre, telle qu'approuvée par l'Assemblée générale au paragraphe 7 de sa résolution 76/245, et par le fait que les dépenses communes de personnel ayant une incidence sur les contributions du personnel ont été supérieures aux prévisions, en particulier des dépenses plus élevées que prévu au titre des prestations dues à la cessation de service des titulaires de postes (6,5 millions de dollars) et d'emplois de temporaire (autres que pour les réunions) (2,8 millions de dollars).

## III. Exécution du budget : chapitres des recettes

66. Dans ses résolutions 77/264 A à C, l'Assemblée générale a approuvé des prévisions de recettes pour 2023 s'élevant à 321,9 millions de dollars. Le montant effectif des recettes enregistrées en 2023 s'est établi à 359,1 millions de dollars, soit 37,2 millions de dollars (11,5 %) de plus que prévu, comme récapitulé dans le tableau 8.

Tableau 8

### Prévisions de recettes et recettes effectives : récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Prévisions approuvées	Montant effectif	Écart	
			Montant	Pourcentage
1. Recettes provenant des contributions du personnel	291 354,8	307 429,0	16 074,2	5,5
2. Recettes générales	30 197,0	57 262,4	27 065,4	89,6
3. Services à l'intention du public	397,7	(5 578,0)	(5 975,7)	(1 502,6)
<b>Total</b>	<b>321 949,5</b>	<b>359 113,4</b>	<b>37 163,9</b>	<b>11,5</b>

### Chapitre 1 des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel)

67. En 2023, le montant total des recettes provenant des contributions du personnel s'est élevé à 307,4 millions de dollars, soit 16,1 millions de dollars (5,5 %) de plus



que le montant budgétisé. L'écart s'explique principalement par la décision prise par l'Assemblée générale au paragraphe 7 de sa résolution 76/245 de réduire de 5 millions de dollars les crédits prévus au chapitre 36, conformément à la recommandation formulée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport (A/76/7), et par le fait que les dépenses communes de personnel ayant une incidence sur les recettes provenant des contributions du personnel ont été plus élevées que prévu (9,3 millions de dollars).

## **Chapitre 2 des recettes (Recettes générales)**

68. En 2023, le montant total des recettes générales s'est élevé à 57,3 millions de dollars, soit 27,1 millions de dollars (89,6 %) de plus que celui des prévisions approuvées. L'écart de 27,1 millions de dollars s'explique principalement par les raisons ci-après :

a) Les intérêts créditeurs se sont élevés à 25,9 millions de dollars, contre un montant prévu de 10,6 millions de dollars. L'écart de 15,3 millions de dollars tient au fait que les taux d'intérêt ont été plus forts que prévu (4,1 % contre 2,5 %) et que le solde disponible pour les placements a été supérieur aux prévisions (631,9 millions de dollars contre 422 millions de dollars). L'augmentation du Fonds de roulement a également contribué à l'augmentation du solde de trésorerie en 2023 ;

b) Les remboursements de dépenses d'exercices antérieurs se sont élevés à 4,8 millions de dollars, contre un montant prévu de 1,3 million de dollars. L'écart de 3,5 millions de dollars tient principalement : i) au remboursement de la part du budget ordinaire du solde inutilisé des exercices antérieurs concernant le projet de progiciel de gestion intégré (1,6 million de dollars) ; ii) au remboursement des montants de la prime de rapatriement détenus en fiducie depuis plus de deux ans, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière (1,3 million de dollars) ; iii) au remboursement par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan du solde inutilisé du fonds de recouvrement des coûts au titre des services de transport terrestre (0,6 million de dollars) ;

c) Le remboursement des services s'est élevé à 1,8 million de dollars, contre un montant prévu de 0,3 million de dollars. L'écart de 1,5 million de dollars s'explique principalement par le fait que les recettes provenant d'autres services d'appui, notamment les services de transport aérien, d'entretien et d'appui et d'assurance assurés par les missions politiques spéciales, ont été plus élevées que prévu ;

d) La vente du matériel usagé a rapporté 1,2 million de dollars, contre un montant prévu de 0,2 million de dollars. L'écart de 1 million de dollars s'explique par le fait que le volume de matériel usagé vendu, notamment des véhicules, des ordinateurs et d'autres articles provenant principalement de la Commission économique pour l'Afrique, du Département de l'appui opérationnel et des missions politiques spéciales, et les produits de la vente ont été supérieurs aux prévisions ;

e) Les recettes accessoires se sont élevées à 11,5 millions de dollars, contre un montant prévu de 6,1 millions de dollars, ce qui s'explique principalement par le fait que les contributions versées par les organismes, fonds et programmes au titre de leur participation aux dépenses liées à l'administration de la justice ont été supérieures aux prévisions.

## **Chapitre 3 des recettes (Services à l'intention du public)**

69. Au titre de ce chapitre, les recettes nettes ont été de 6,0 millions de dollars de moins que le montant budgétisé, ce qui tient principalement au fait que les recettes brutes ont été inférieures aux prévisions (6,6 millions de dollars) pour les raisons



suivantes : a) une baisse des ventes de publications, étant donné que d'importantes publications sur les transports qui ont été inscrites au budget de 2023 ne paraîtront qu'en 2024 (2,5 millions de dollars) ; b) une baisse des ventes de timbres des Nations Unies, à cause du déclin du marché des timbres-poste des Nations Unies (1,9 million de dollars) ; c) une baisse du nombre de visiteurs (1,4 million de dollars), les horaires et les jours pour les visites guidées ayant été limités pour des raisons de sécurité, au moment où des manifestations se déroulaient autour du Siège de l'ONU à New York et pendant que les travaux de rénovation se poursuivaient au Palais des Nations Unies à Genève. Les dépenses ont également été inférieures aux prévisions (0,6 million de dollars), principalement parce que les dépenses afférentes aux services aux visiteurs ont été moins élevées que prévu en raison de la baisse du nombre de visiteurs (0,9 million de dollars), ce qui est contrebalancé par le fait que les dépenses afférentes aux services de restauration ont été supérieures aux prévisions en raison du versement de subventions (0,5 million de dollars). On trouvera à l'annexe IX du présent rapport un tableau des recettes nettes budgétisées et effectives au titre du chapitre 3 des recettes.

#### **IV. Décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre**

**70. L'Assemblée générale est priée de prendre note du présent rapport, notamment du montant définitif des dépenses de 2023, qui s'élève à 3 370 212 300 dollars, et du montant effectif des recettes de 2023, qui s'élève à 359 113 400 dollars.**

**71. L'Assemblée générale est priée d'approuver la suspension temporaire de l'application des dispositions des alinéas b) et d) de l'article 3.2 du Règlement financier et des règles de gestion financière concernant la restitution aux États Membres des crédits d'un montant de 88 824 100 dollars, qui résultent :**

**a) d'une sous-utilisation des crédits d'un montant de 26 096 000 dollars au titre des chapitres des dépenses du budget-programme de 2023 ;**

**b) de l'annulation d'engagements relatifs à des exercices antérieurs s'élevant à 25 564 200 dollars, comme indiqué dans le volume I des rapports financiers et des états financiers audités de l'année terminée le 31 décembre 2023 ;**

**c) d'un excédent de recettes de 37 163 900 dollars, soit l'écart entre les prévisions de recettes approuvées (321 949 500 dollars) et les recettes effectives (359 113 400 dollars).**

**72. L'Assemblée générale est priée d'approuver la répartition du montant de 88 824 100 dollars entre les États Membres selon le barème des quotes-parts pour 2025 et de placer ce montant dans une réserve qui serait utilisée au cas où les recouvrements ne suffiraient pas à couvrir l'exécution intégrale, efficace et effective des mandats au cours de l'année 2025.**

**73. L'Assemblée générale est également priée de permettre aux États Membres d'imputer leurs crédits sur leurs quotes-parts pour l'exercice actuel ou les prochains exercices, une fois qu'elle aura décidé que la situation des liquidités s'est suffisamment améliorée pour permettre la levée de la suspension temporaire.**

## Annexe I

## Crédits ouverts et dépenses engagées en 2023, par chapitre du budget<sup>a</sup>

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre du budget	Montant des crédits ouverts dans les résolutions 77/264 A à C	Dépenses effectives	Excédent/(déficit)	
			Montant	Pourcentage
	(a)	(b)	(c) = (a) - (b)	(d) = (c)/(a)
1. Politiques, direction et coordination d'ensemble	86 769,4	84 005,6	2 763,8	3,2
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	348 510,9	328 903,2	19 607,7	5,6
3. Affaires politiques (hors missions politiques spéciales)	70 759,4	72 001,9	(1 242,5)	(1,8)
4. Désarmement	13 835,8	13 455,4	380,4	2,7
5. Opérations de maintien de la paix	52 878,3	56 231,9	(3 353,6)	(6,3)
6. Utilisations pacifiques de l'espace	4 757,8	4 277	480,8	10,1
7. Cour internationale de Justice	29 110,9	28 393,2	717,7	2,5
8. Affaires juridiques	63 806,7	67 279,0	(3 472,3)	(5,4)
9. Affaires économiques et sociales	87 128,8	88 400,9	(1 272,1)	(1,5)
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	8 633,8	7 654,2	979,6	11,3
11. Appui du système des Nations Unies à l'Agenda 2063 de l'Union africaine : L'Afrique que nous voulons	8 695,2	8 694,0	1,2	0,0
12. Commerce et développement	79 372,3	78 378,6	993,7	1,3
13. Centre du commerce international	20 457,6	20 179,0	278,6	1,4
14. Environnement	21 033,6	20 859,7	173,9	0,8
15. Établissements humains	13 385,1	12 365,5	1 019,6	7,6
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	23 110,5	22 619,6	490,9	2,1
17. ONU-Femmes	10 614,4	10 473,7	140,7	1,3
18. Développement économique et social en Afrique	88 119,8	89 670,2	(1 550,4)	(1,8)
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	55 138,7	53 542,7	1 596,0	2,9
20. Développement économique en Europe	37 229,4	37 804,1	(574,7)	(1,5)
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	58 741,2	60 664,2	(1 923,0)	(3,3)
22. Développement économique et social en Asie occidentale	48 931,5	50 535,8	(1 604,3)	(3,3)
23. Programme ordinaire de coopération technique	43 374,5	42 884,1	490,4	1,1
24. Droits humains	176 186,3	164 716,9	11 469,4	6,5
25. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance	44 633,9	44 664,5	(30,6)	(0,1)
26. Réfugiés de Palestine	39 704,0	37 978,5	1 725,5	4,3
27. Aide humanitaire	27 125,4	23 314,4	3 811,0	14,0
28. Communication globale	101 807,0	105 109,1	(3 302,1)	(3,2)
29A. Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	60 885,2	62 288,5	(1 403,3)	(2,3)

	Montant des crédits ouverts dans les résolutions 77/264 A à C	Dépenses effectives	Excédent/(déficit)	
			Montant	Pourcentage
Chapitre du budget	(a)	(b)	(c) = (a) - (b)	(d) = (c)/(a)
29B. Département de l'appui opérationnel	96 878,0	96 696,6	181,4	0,2
29C. Bureau de l'informatique et des communications	53 425,9	54 305,8	(879,9)	(1,6)
29E. Administration (Genève)	77 706,4	79 310,0	(1 603,6)	(2,1)
29F. Administration (Vienne)	19 940,6	20 216,0	(275,4)	(1,4)
29G. Administration (Nairobi)	19 014,6	20 324,7	(1 310,1)	(6,9)
30. Contrôle interne	22 134,6	23 397,8	(1 263,2)	(5,7)
31. Activités administratives financées en commun	8 214,3	8 500,2	(285,9)	(3,5)
32. Dépenses spéciales	87 688,0	84 076,3	3 611,7	4,1
33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	85 471,0	83 406,4	2 064,6	2,4
34. Sûreté et sécurité	126 952,7	130 193,4	(3 240,7)	(2,6)
35. Compte pour le développement	16 491,3	16 491,3	—	—
36. Contributions du personnel	289 318,5	305 372,6	(16 054,1)	(5,5)
<b>Total</b>	<b>2 627 973,3</b>	<b>2 619 636,4</b>	<b>8 336,9</b>	<b>0,3</b>

<sup>a</sup> Hors missions politiques spéciales.

## Annexe II

Crédits ouverts et dépenses engagées en 2023, par objet de dépense<sup>a</sup>

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	Montant des crédits ouverts dans les résolutions 77/264 A à C	Dépenses effectives	Excédent/(déficit)	
			Montant	Pourcentage <sup>b</sup>
	(a)	(b)	(c) = (a) - (b)	(d) = (c)/(a)
Postes	1 417 231,4	1 435 822,5	(18 591,1)	(1,3)
Autres dépenses de personnel	278 860,8	252 120,5	26 740,3	9,6
Émoluments des non-fonctionnaires	10 847,1	10 806,1	41,0	0,4
Dépenses de représentation	285,3	199,1	86,2	30,2
Consultants	16 401,6	18 283,0	(1 881,4)	(11,5)
Experts	9 991,1	6 918,2	3 072,9	30,8
Voyages des représentants	31 364,9	25 116,1	6 248,8	19,9
Voyages du personnel	20 668,5	26 327,1	(5 658,6)	(27,4)
Services contractuels	94 445,8	93 085,2	1 360,6	1,4
Frais généraux de fonctionnement	146 635,8	136 555,5	10 080,3	6,9
Fournitures et accessoires	7 398,6	6 074,9	1 323,7	17,9
Mobilier et matériel	22 310,9	30 805,6	(8 494,7)	(38,1)
Aménagement des locaux	6 955,2	2 876,6	4 078,6	58,6
Subventions et contributions	275 257,8	268 986.	6 271,8	2,3
Autres	289 318,5	305 660,1	(16 341,6)	(5,6)
<b>Total</b>	<b>2 627 973,3</b>	<b>2 619 636,4</b>	<b>8 336,9</b>	<b>0,3</b>

<sup>a</sup> Hors missions politiques spéciales.<sup>b</sup> Les écarts importants (c'est-à-dire d'au moins 5 %) entre le montant des crédits ouverts et celui des dépenses sont expliqués ci-dessous, par objet de dépense.

## Autres dépenses de personnel

1. En tout, les autres dépenses de personnel engagées en 2023 se sont élevées à 252,1 millions de dollars, soit 26,7 millions de dollars (9,6 %) de moins que le montant des crédits approuvés (278,9 millions de dollars), du fait principalement de la sous-utilisation des crédits au titre du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et de l'assurance maladie après la cessation de service, laquelle est contrebalancée par un dépassement de crédits au titre du Département de la sûreté et de la sécurité. Les écarts relatifs aux autres dépenses de personnel du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et du Département de la sûreté et de la sécurité tiennent au fait que l'utilisation des emplois de temporaire (autre que pour les réunions) a été moins importante que prévu, comme indiqué aux paragraphes 40, 52 et 63 de la section II.D, respectivement. La sous-utilisation des crédits au titre de l'assurance maladie après la cessation de service s'explique principalement par le fait que : a) le recours à des services médicaux a moins progressé que prévu après la faible utilisation enregistrée pendant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ;

b) les coûts relatifs aux demandes de remboursement et les besoins liés aux primes d'assurance ont été moindres, étant donné que, pendant l'exercice 2021-2022, il y a eu un examen rétrospectif des souscriptions obligatoires au volet B du programme Medicare des États-Unis et que l'on a mis en œuvre les changements connexes concernant le règlement des demandes de remboursement des participants à l'assurance maladie après la cessation de service dans le cadre des régimes d'assurance proposés aux États-Unis.

### Dépenses de représentation

2. En tout, les dépenses de représentation en 2023 se sont élevées à 0,2 million de dollars, soit 0,1 million de dollars (30,0 %) de moins que le montant des crédits approuvés (0,3 million de dollars), certaines manifestations prévues n'ayant pas eu lieu. Parmi les manifestations annulées figuraient une réception du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et l'édition 2023 du Séminaire international des médias sur la paix au Moyen-Orient, organisé par le Département de la communication globale.

### Experts

3. En tout, les dépenses engagées au titre des experts en 2023 se sont élevées à 6,9 millions de dollars, soit 3,1 millions de dollars (30,8 %) de moins que le montant des crédits approuvés (10,0 millions de dollars), principalement en raison : de la sous-utilisation des crédits au titre du Département des affaires économiques et sociales et de la Commission économique pour l'Afrique, qui tient essentiellement à la réaffectation des ressources du fait de la crise des liquidités ; de la sous-utilisation des crédits au titre de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), du fait de la rationalisation des activités et de l'amélioration de la planification, qui ont permis de combiner des manifestations interdépendantes et des réunions consécutives et de réduire ainsi les dépenses afférentes aux experts.

### Consultants

4. En tout, les dépenses engagées au titre des consultants en 2023 se sont élevées à 18,3 millions de dollars, soit 1,8 million de dollars (11,5 %) de plus que le montant des crédits approuvés (16,4 millions de dollars), principalement en raison de dépassements de crédits au titre des chapitres 18 (Développement économique et social en Afrique), 23 (Programme ordinaire de coopération technique) et 29A (Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité), compensés en partie par une sous-utilisation des crédits au titre du chapitre 33 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien). On trouvera à l'annexe VI un récapitulatif des dépenses relatives aux consultants internationaux et locaux, ventilées par chapitre du budget.

## Explication, par chapitre du budget, des écarts entre dépenses approuvées et dépenses effectives au titre des consultants

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre du budget	Crédits	Dépenses effectives	Écart	Explication
18. Développement économique et social en Afrique	1 197,8	1 867,0	(669,2)	Le dépassement des crédits est principalement dû à l'engagement de consultants supplémentaires pour faire face à la charge de travail et combler le manque de capacités découlant de la limitation des recrutements en réponse à la crise des liquidités. Des consultants supplémentaires dotés de compétences spécialisées ont

<i>Chapitre du budget</i>	<i>Crédits</i>	<i>Dépenses effectives</i>	<i>Écart</i>	<i>Explication</i>
				également été engagés dans des divisions comme celle chargée du sous-programme 6 (Égalité des genres et autonomisation des femmes), qui cherchait à mieux communiquer son travail, en mettant l'accent sur les initiatives à fort impact et à fort potentiel et les initiatives transformatrices, et à consolider son travail de transformation numérique. La Division des publications, des conférences et de la gestion du savoir avait également besoin de consultants pour restructurer les services de gestion des connaissances à la Commission économique pour l'Afrique.
23. Programme ordinaire de coopération technique	5 237,5	6 549,2	(1 311,7)	Le dépassement des crédits s'explique principalement par l'engagement de dépenses supplémentaires au titre des chapitres suivants : a) Affaires économiques et sociales, un plus grand nombre de consultants ayant été engagés pour combler le manque de compétences techniques disponibles en interne. En outre, il a fallu engager des consultants supplémentaires pour mettre au point de nouveaux outils nécessaires aux ateliers organisés après la pandémie et pour tenir des ateliers nationaux ; b) Développement économique et social en Asie occidentale, en raison du nombre plus élevé que prévu de demandes faites par les États Membres pour diverses questions : égalité des genres et autonomisation des femmes, systèmes de protection sociale en Jordanie, handicap et aide à l'évaluation des besoins en matière de capacité de protection sociale pour la Somalie ; c) Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes, du fait du changement imprévu intervenu en ce qui concerne la mise en œuvre des activités : il a été jugé que l'offre de services consultatifs facilitée par le recrutement de consultants était adaptée pour fournir aux États Membres l'assistance technique demandée.
29A. Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	478,7	1 258,8	(780,1)	Le dépassement de crédits s'explique principalement par le recours accru aux consultants par le Bureau des ressources humaines, principalement à des fins de formation centrale. La totalité du budget, soit plus de 7,1 millions de dollars, a été inscrite à la rubrique Services contractuels, alors que des dépenses ont été engagées au titre des services contractuels, mais aussi d'autres catégories de dépenses non liées aux postes, telles que celle des consultants, en fonction de leur nature (dépenses ayant trait aux services de consultants en formation, par exemple).
33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	927,7	120,7	807,0	La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par le fait que les ressources étaient prévues au titre des consultants, mais les dépenses effectives ont été engagées dans une autre catégorie budgétaire. Au moment de la planification, il n'était pas possible de prévoir comment les crédits seraient dépensés.
Autres	8 559,9	8 487,3	72,6	
<b>Total</b>	<b>16 401,6</b>	<b>18 283,0</b>	<b>1 881,4</b>	

### Voyages des représentants

5. En tout, les dépenses engagées au titre des voyages des représentants en 2023 se sont élevées à 25,1 millions de dollars, soit 6,3 millions de dollars (19,9 %) de

moins que le montant des crédits approuvés (31,4 millions de dollars), ce qui s'explique principalement par les facteurs suivants : a) les dépenses effectives ont été inférieures aux prévisions, essentiellement du fait : que certains membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ne se sont pas prévalus des prestations de voyage auxquelles ils avaient droit et que les coûts effectifs des visites sur le terrain des membres du Comité ont été inférieurs aux prévisions ; qu'il y a eu moins de voyages que prévu de représentants des pays les moins avancés assistant à la partie principale de la session de l'Assemblée générale ; que la participation des membres du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit, qui n'ont pas pu assister aux réunions en présentiel, a été faible ; b) les titulaires de mandat du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ont effectué moins de voyages officiels pour l'exercice de leurs fonctions, en raison des restrictions imposées aux voyages dans certains endroits.

### **Voyages du personnel**

6. En tout, les dépenses engagées en 2023 au titre des voyages du personnel se sont élevées à 26,3 millions de dollars, soit 5,7 millions de dollars (27,4 %) de plus que le montant des crédits approuvés (20,7 millions de dollars). Le dépassement des crédits s'explique principalement par : a) les dépenses supérieures aux prévisions résultant des dépenses imprévues et extraordinaires engagées par le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix au titre de la résolution 77/265 sur les dépenses imprévues et extraordinaires, en particulier pour le mécanisme de suivi concernant l'attentat ayant entraîné la mort de deux membres du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo à Kananga (République démocratique du Congo), et pour le Coordonnateur spécial de l'évaluation indépendante demandée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2679 (2023) ; b) l'augmentation des demandes de voyage pour soutenir les États Membres africains en matière de développement technique et de renforcement des capacités, notamment sur les questions suivantes : création d'un environnement propice à l'investissement en vue d'accroître la résilience financière, application des textes issus de la neuvième session du Forum régional africain pour le développement durable et exécution du plan relatif à la dixième session ; c) le dépassement des crédits au Bureau des ressources humaines au titre du fonds central pour l'apprentissage, où l'ensemble du budget (plus de 7,1 millions de dollars) a été inscrit à la rubrique Services contractuels, alors que des dépenses ont été engagées au titre d'autres catégories non liées aux postes, dont celle des voyages du personnel (c'est-à-dire les voyages effectués à des fins de formation), et l'augmentation des besoins liés aux déplacements de l'Équipe chargée de la lutte antiraciste, qui a dû se rendre sur différents sites pour consulter les hauts responsables, les représentants du personnel et d'autres membres du personnel des Nations Unies ; d) les besoins plus élevés que prévu en matière de protection rapprochée à l'occasion des déplacements des hauts fonctionnaires de l'ONU, tels que le (la) Secrétaire général(e), le (la) Vice-Secrétaire général(e) et le (la) Président(e) de l'Assemblée générale.

### **Frais généraux de fonctionnement**

7. En tout, les dépenses engagées en 2023 au titre des frais généraux de fonctionnement se sont élevées à 136,6 millions de dollars, soit 10,1 millions de dollars (6,9 %) de moins que le montant des crédits approuvés (146,6 millions de dollars), ce qui s'explique principalement par : a) une consommation d'énergie moins élevée que prévu à la CESA, principalement du fait que la présence physique dans les locaux de la Commission a été moins importante que prévu, les modalités de travail à distance ayant été en partie maintenue jusqu'en octobre 2023, qu'une mesure de télétravail de cinq jours par semaine a été prise en octobre 2023, à la suite de la

détérioration des conditions de sécurité à Beyrouth en raison du conflit dans la région, et que le prix du diesel au Liban en 2023 a été inférieur aux prévisions ; b) des coûts des services publics (principalement l'électricité) moins élevés que prévu au Siège de l'ONU, combinés à une réduction de la consommation d'électricité à la faveur des initiatives en matière d'efficacité énergétique, notamment la modernisation par DEL (diodes électroluminescentes) du bâtiment du Secrétariat, ainsi qu'à la baisse du volume des services de courrier et de valise diplomatique, qui reflète la poursuite de la transition de l'Organisation vers la communication numérique ; c) des dépenses de télécommunication et des dépenses liées à l'hébergement d'Umoja inférieures aux prévisions au Bureau de l'informatique et des communications, en raison du non-déploiement d'un serveur Umoja à forte disponibilité (version améliorée) à Brindisi (Italie), étant donné qu'il y avait d'autres demandes concurrentes.

### **Fournitures et accessoires**

8. En tout, les dépenses engagées en 2023 au titre des fournitures et accessoires se sont élevées à 6,1 millions de dollars, soit 1,3 million de dollars (17,9 %) de moins que le montant des crédits approuvés (7,4 millions de dollars). La sous-utilisation des crédits reflète principalement la sous-utilisation des crédits au titre des chapitres 18 (Développement économique et social en Afrique) (0,7 million de dollars), l'achat de fournitures et accessoires ayant été suspendu en raison de la crise des liquidités, et 28 (Communication globale) (0,3 million de dollars), principalement en raison : a) du fait que certaines manifestations se sont tenues virtuellement en 2023, d'où les moindres besoins en fournitures nécessaires aux services d'information, par rapport aux manifestations en présentiel ; b) de la réduction du matériel physique acquis pour la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, qui a acheté davantage d'abonnements numériques en 2023 (par opposition aux abonnements papier) pour répondre aux besoins des utilisateurs et des États Membres ; c) de l'acceptation plus large des signatures électroniques sur les documents, qui a réduit la consommation de fournitures de bureau et d'impression.

### **Mobilier et matériel**

9. En tout, les dépenses engagées en 2023 au titre du mobilier et du matériel se sont élevées à 30,8 millions de dollars, soit 8,5 millions de dollars (38,1 %) de plus que le montant des crédits approuvés (22,3 millions de dollars). Ce dépassement s'explique principalement par : a) des dépenses supérieures aux prévisions du fait de l'achat par l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve de matériel et de véhicules destinés aux activités d'observation prévues ; b) une augmentation des dépenses à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes en raison d'une demande accrue de réunions et d'activités prescrites, de coûts plus élevés que prévu pour les logiciels et les services informatiques et les services de communication, du remplacement inattendu de matériel de télécommunications du fait de problèmes techniques récemment découverts, de coûts de remplacement du matériel informatique plus élevés que prévu, de la modernisation d'urgence des systèmes de conférence et d'interprétation dans les deux salles de conférence principales en raison de composants défectueux et de raccordements inadéquats ; c) des coûts de remplacement du matériel informatique plus élevés que prévu et des dépenses accrues liées à la modernisation des salles de conférence du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ; d) des besoins accrues en ce qui concerne le remplacement des véhicules en 2023, après une évaluation plus approfondie, et des coûts de remplacement plus élevés que prévu pour le matériel informatique et les licences d'exploitation des logiciels au Département de l'appui opérationnel ; e) de l'engagement de dépenses non budgétisées pour des licences de sécurité du courrier électronique au Bureau de l'informatique et des communications.



**Aménagement des locaux**

10. En tout, les dépenses engagées en 2023 au titre de l'aménagement des locaux se sont élevées à 2,9 millions de dollars, soit 4,1 millions de dollars (58,6 %) de moins que le montant des crédits approuvés (7,0 millions de dollars), en raison principalement de la pratique consistant à regrouper une part importante des crédits à des fins de construction dans cette rubrique du budget. Au moment de la planification, il n'était pas possible de prévoir comment les crédits seraient dépensés, en particulier comment ils seraient répartis entre les rubriques du budget relatives aux frais généraux de fonctionnement, aux services contractuels, et au mobilier et au matériel, en raison notamment du décalage entre les opérations de planification et l'établissement du budget, et de l'incertitude entourant l'issue des procédures de passation de marchés.

## Annexe III

## Crédits ouverts et dépenses engagées en 2023, par mission politique spéciale

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Montant des crédits ouverts dans les résolutions 77/264 A à C	Dépenses effectives	Excédent/(déficit)	
			Montant	Pourcentage <sup>a</sup>
Mission politique spéciale	(a)	(b)	(c) = (a) - (b)	(d) = (c)/(a)
<b>Groupe thématique I</b>				
Bureau du (de la) Conseillère spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre	3 036,3	2 840,4	195,9	6,5
Bureau du (de la) Conseillère spécial(e) du Secrétaire général pour la prévention du génocide	2 816,4	2 888,7	(72,3)	(2,6)
Envoyé(e) personnel(e) du Secrétaire général pour le Sahara occidental	475,2	264,2	211,0	44,4
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	372,2	299,2	73,0	19,6
Représentant(e) de l'ONU aux discussions internationales de Genève	1 950,0	1 770,4	179,6	9,2
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la Syrie	15 001,6	12 817,6	2 184,0	14,6
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	1 754,5	1 805,6	(51,1)	(2,9)
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	5 737,9	4 672,9	1 065,0	18,6
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Yémen	17 051,3	16 087,0	964,3	5,7
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Myanmar	1 408,6	1 084,7	323,9	23,0
<b>Total partiel (groupe thématique I)</b>	<b>49 604,0</b>	<b>44 530,7</b>	<b>5 073,3</b>	<b>10,2</b>
<b>Groupe thématique II</b>				
Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	1 524,2	1 366,8	157,4	10,3
Groupe d'experts sur le Soudan	1 120,4	1 012,0	108,4	9,7
Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	3 110,6	3 065,8	44,8	1,4
Groupe d'experts sur la Libye	1 410,4	1 178,3	232,1	16,5
Groupe d'experts sur la République centrafricaine	1 193,2	890,6	302,6	25,4
Groupe d'experts sur le Yémen	2 210,0	2 106,1	103,9	4,7
Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	1 257,6	1 024,6	233,0	18,5
Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaïda, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées	5 854,9	6 091,6	(236,7)	(4,0)
Bureau du (de la) Médiateur(trice) créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité	617,3	778,3	(161,0)	(26,1)
Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	1 533,5	1 397,4	136,1	8,9

	Montant des crédits ouverts dans les résolutions 77/264 A à C	Dépenses effectives	Excédent/(déficit)	
			Montant	Pourcentage <sup>a</sup>
<i>Mission politique spéciale</i>	(a)	(b)	(c) = (a) – (b)	(d) = (c)/(a)
Groupe d'experts sur le Mali	1 148,6	690,9	457,7	39,8
Groupe d'experts faisant suite à la résolution 2713 (2023)	1 839,4	1 632,4	207,0	11,3
Groupe d'experts sur Haïti	1 405,7	1 402,6	3,1	0,2
Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	3 135,5	2 280,1	855,4	27,3
Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	11 424,8	10 815,4	609,4	5,3
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	25 283,8	24 938,7	345,1	1,4
<b>Total partiel (groupe thématique II)</b>	<b>64 069,9</b>	<b>60 671,7</b>	<b>3 398,2</b>	<b>5,3</b>
<b>Groupe thématique III</b>				
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	14 835,2	14 806,1	29,1	0,2
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	96 571,3	95 986,5	584,8	0,6
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	3 292,7	3 244,1	48,6	1,5
Appui de l'Organisation des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria	3 781,3	3 542,3	239,0	6,3
Bureau du (de la) Coordonnateur(trice) spécial(e) des Nations Unies pour le Liban	10 183,1	10 924,0	(740,9)	(7,3)
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	9 074,1	8 158,5	915,6	10,1
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	88 046,5	86 197,7	1 848,8	2,1
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	67 244,3	68 380,1	(1 135,8)	(1,7)
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	36 071,6	32 870,7	3 200,9	8,9
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	27 902,1	28 560,9	(658,8)	(2,4)
Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan	66 128,0	62 391,3	3 736,7	5,7
<b>Total partiel (groupe thématique III)</b>	<b>423 130,2</b>	<b>415 062,3</b>	<b>8 067,9</b>	<b>1,9</b>
<b>MANUA et MANUI</b>				
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA)	132 479,2	129 065,0	3 414,2	2,6
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI)	96 910,6	98 999,8	(2 089,2)	(2,2)
<b>Total partiel (MANUA et MANUI)</b>	<b>229 389,8</b>	<b>228 064,7</b>	<b>1 325,1</b>	<b>0,6</b>
Missions terminées	–	105,4	(105,4)	–
Ressources correspondant à la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda)	2 141,1	2 141,1	–	0,0
<b>Total</b>	<b>768 335,0</b>	<b>750 575,9</b>	<b>17 759,1</b>	<b>2,3</b>

<sup>a</sup> Les écarts importants (c'est-à-dire d'au moins 5 %) entre le montant des crédits ouverts et celui des dépenses sont expliqués ci-dessous, par objet de dépense.

### **Bureau du (de la) Conseillère spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre**

1. La sous-utilisation des crédits de 6,5 %, soit 0,2 million de dollars, s'explique principalement par : a) la diminution des dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan international, due à la révision à la baisse du taux retenu dans le budget approuvé pour les dépenses communes de personnel (47,2 % contre 54,6 %) et la diminution des dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan local, liée au fait que le taux de vacance moyen effectif (20 %) a été supérieur au taux budgétisé (0 %). La diminution des dépenses de personnel a été contrebalancée par une augmentation du coefficient d'ajustement pour le personnel recruté sur le plan international et une augmentation des traitements du personnel recruté sur le plan local du fait de la révision du barème des traitements ; b) la diminution des besoins en fournitures et services divers, y compris l'interprétation et la traduction pour les médias, ainsi que la diminution des besoins concernant d'autres fonctions officielles en raison du ralentissement des pourparlers ; c) la non-utilisation de crédits prévus au titre des voyages et la diminution des besoins en matière de transport terrestre pour le (la) Conseiller(ère) spécial(e) du Secrétaire général, le poste étant vacant.

### **Envoyé(e) personnel(e) du Secrétaire général pour le Sahara occidental**

2. La sous-utilisation de 44,4 % des crédits, soit 0,2 million de dollars, s'explique principalement par : a) une diminution des dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan international, en raison d'un taux moyen de vacance de postes plus élevé que prévu (12,5 % contre 5 %) et du fait que les jours de travail devant être payés à l'Envoyé personnel, dont l'engagement est régi par un contrat-cadre, n'ont pas été aussi nombreux que prévu ; b) une diminution des besoins en fournitures et services divers due à la réduction du nombre de réunions internationales nécessitant des services de conférence et d'interprétation ; c) l'absence de dépenses afférentes aux consultants et aux services de consultants, le Bureau ayant hiérarchisé les activités, étant donné que l'état du processus politique au cours de la période n'était pas propice à l'utilisation de consultants.

### **Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité**

3. La sous-utilisation de 19,6 % des crédits, soit 0,1 million de dollars, s'explique principalement par : a) une diminution des dépenses relatives au personnel recruté sur le plan international, qui tient au fait que le taux de vacance moyen a été plus élevé que le taux retenu dans le budget (16,7 % contre 5 %), en raison de la limitation des recrutements, diminution qui a été contrebalancée en partie par des dépenses communes de personnel effectives plus élevées que celles budgétisées ; b) une réduction des besoins en matière de voyages en raison de la vacance du poste d'envoyé(e) spécial(e) et d'autres postes entraînée par la limitation des recrutements, et en raison de la situation de sécurité sur le terrain, qui ne permettait pas de voyager pendant une partie de l'année 2023.

### **Représentant(e) de l'ONU aux discussions internationales de Genève**

4. La sous-utilisation de 9,2 % des crédits, soit 0,2 million de dollars, s'explique principalement par : a) une diminution des besoins dans les catégories des voyages officiels, des installations et infrastructures et des fournitures, services et matériel divers, en raison de la réduction du nombre de réunions tenues au titre des discussions internationales de Genève et du fait qu'aucune des six réunions concernant le Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention n'a eu lieu ; b) la diminution des besoins concernant les logiciels, licences et redevances et la location de matériel informatique et de matériel de communication. La sous-utilisation des crédits a été

contrebalancée en partie par le fait que le coefficient d'ajustement a été supérieur à celui prévu dans le budget pour les dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan international.

#### **Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la Syrie**

5. La sous-utilisation de 14,6 % des crédits, soit 2,2 millions de dollars, s'explique principalement par : a) la diminution des besoins au titre des catégories budgétaires suivantes : installations et infrastructures, transports terrestres, opérations aériennes, fournitures, services et matériel divers, et consultants et services de consultants, étant donné que le Groupe de travail sur l'accès humanitaire du Groupe international de soutien pour la Syrie a tenu moins de réunions que prévu et que les organes relevant de la Commission constitutionnelle n'ont tenu aucune réunion ; b) la diminution des dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan national, due au fait que le taux de vacance effectif moyen (4,0 %) a été supérieur à celui prévu au budget. La sous-utilisation des crédits a été contrebalancée en partie par : a) le fait que le coefficient d'ajustement et les dépenses communes de personnel concernant le personnel recruté sur le plan international ont été supérieurs aux prévisions ; b) l'augmentation des frais médicaux, liée à l'achat de trousse de premiers secours supplémentaires à la suite du tremblement de terre qui a secoué la République arabe syrienne et la Türkiye en février 2023.

#### **Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs**

6. La sous-utilisation de 18,6 % des crédits, soit 1,1 million de dollars, s'explique principalement par : a) une diminution des dépenses relatives au personnel recruté sur le plan international, qui tient au fait que le taux de vacance moyen a été plus élevé que le taux retenu dans le budget (19,3 % contre 5 %), en raison de la limitation des recrutements ; b) une diminution des coûts liés aux administrateurs recrutés sur le plan national, étant donné que le seul poste d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national a été vacant tout au long de 2023, alors qu'un taux de vacance de 0 % a été prévu dans le budget ; c) une diminution des dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan local due à des dépenses communes de personnel inférieures aux prévisions, ainsi qu'à l'appréciation du dollar par rapport à la monnaie locale ; d) des dépenses moindres que prévu en matière d'installations et d'infrastructures et d'informatique et de communication, en raison de l'appréciation du dollar et de la réduction des acquisitions de matériel au cours de la période considérée.

#### **Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Yémen**

7. La sous-utilisation de 5,7 % des crédits, soit 1,0 million de dollars, s'explique principalement par : a) une diminution des dépenses de personnel, qui tient au fait que le taux de vacance moyen effectif a été plus élevé que le taux retenu dans le budget (15 %), en raison de la limitation des recrutements ; b) une diminution des opérations aériennes due à l'arrêt du service d'avions partagés avec la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq à partir d'octobre 2023 ; c) une diminution des frais médicaux due à la réduction des besoins concernant la participation aux frais médicaux pour le Programme des Nations Unies pour le développement et à l'absence de besoins en matière d'intervention d'urgence ; d) la réduction des besoins concernant la location de véhicules au titre de la rubrique Transports terrestres à Amman. La sous-utilisation des crédits a été contrebalancée en partie par : a) une augmentation des dépenses au titre des installations et infrastructures due à la construction de bureaux supplémentaires à Aden, et des coûts plus élevés en ce qui concerne les réserves et la distribution de carburant ; b) une augmentation des dépenses au titre des fournitures, services et matériel divers due à la hausse des taux

de fret et des besoins en services de facilitation des réunions ; c) une augmentation des dépenses relatives à l'informatique et aux communications due à l'achat d'ordinateurs destinés à remplacer ceux dont la durée de vie a été dépassée.

#### **Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Myanmar**

8. La sous-utilisation de 0,3 % des crédits, soit 23 millions de dollars, s'explique principalement par : a) une diminution des dépenses relatives au personnel recruté sur le plan international, qui tient au fait que le taux de vacance moyen a été plus élevé que le taux retenu dans le budget (25 % contre 5 %), en raison des restrictions en matière de recrutement ; b) l'absence de dépenses au titre du personnel recruté sur le plan local en raison de la suspension du recrutement de personnel basé au Myanmar à la suite du transfert temporaire du personnel recruté sur le plan international à Bangkok ; c) la diminution des besoins en matière de voyages du fait de la vacance du poste d'envoyé(e) spécial(e) ; d) une diminution des dépenses au titre des installations et infrastructures due à une réduction considérable des frais de location résultant de la fermeture du bureau du Myanmar, compte tenu des conditions de sécurité, et de sa relocalisation ultérieure dans les locaux de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, ainsi que de l'absence de besoins en matière de services d'entretien et de sécurité à Bangkok. La sous-utilisation des crédits a été contrebalancée en partie par les coûts encourus par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique pour fournir des services administratifs en l'absence du personnel local spécialisé de la mission.

#### **Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo**

9. La sous-utilisation de 10,3 % des crédits, soit 0,2 million de dollars, s'explique principalement par : a) des dépenses moindres que prévu au titre des experts, en raison d'une vacance de postes d'une durée totale de 5,6 mois, qui a entraîné une réduction des frais de voyage ; b) un taux de vacance moyen plus élevé que prévu ; c) l'annulation du voyage que le Président devait effectuer dans la région.

#### **Groupe d'experts sur le Soudan**

10. La sous-utilisation de 9,7 % des crédits, soit 0,1 million de dollars, est principalement due à une vacance de postes d'une durée totale de neuf mois pour les experts, combinée à un coût réel moyen (10 322 dollars) inférieur à celui approuvé (11 136 dollars). Elle a été contrebalancée en partie par le fait que des voyages supplémentaires ont été effectués dans la région pour mener des enquêtes plus approfondies en raison du conflit en cours au Soudan et par l'augmentation des dépenses de personnel.

#### **Groupe d'experts sur la Libye**

11. La sous-utilisation de 16,5 % des crédits, soit 0,2 million de dollars, s'explique principalement par : a) la réduction des dépenses afférentes au personnel civil en raison d'un taux de vacance effectif moyen supérieur au taux approuvé (45,8 % contre 5 %) ; b) la diminution des coûts des experts due à une vacance de postes d'une durée totale de 2,5 mois ; c) la réduction des voyages en Libye, du fait notamment des problèmes de sécurité sur le terrain. Ces réductions ont été en partie contrebalancées par l'augmentation des coûts liés à la sécurité et au transport terrestre en raison des mesures de sécurité supplémentaires prises et des véhicules blindés supplémentaires acquis pour les experts, ainsi que des dépenses afférentes aux services d'interprétation engagées lors de leurs visites en Égypte et en Serbie.

### **Groupe d'experts sur la République centrafricaine**

12. La sous-utilisation de 25,4 % des crédits, soit 0,3 million de dollars, est due : à une vacance de postes d'une durée totale de 20,1 mois pour les experts, l'examen de la liste d'experts proposée ayant été suspendu par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2127 \(2013\)](#) concernant la République centrafricaine, ce qui a entraîné un retard dans les nominations ; à des coûts liés à la location de véhicules moindres que prévu en raison de la vacance des postes d'experts. Elle a été en partie contrebalancée par les frais de voyage imprévus liés à la visite du Président et à la mission d'évaluation des critères de référence.

### **Groupe d'experts sur le Soudan du Sud**

13. La sous-utilisation de 18,5 % des crédits, soit 0,2 million de dollars, est due à : a) une vacance de postes d'une durée totale de 4,8 mois pour les experts, l'examen de la candidature d'un expert ayant été suspendu par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2206 \(2015\)](#) concernant le Soudan du Sud, ce qui a entraîné un retard dans les nominations ; b) une réduction des voyages au Soudan du Sud en raison des conditions de sécurité instables et de l'existence d'un taux de vacance moyen (19 %) plus élevé que le taux budgétisé (5 %). Elle a été en partie contrebalancée par des dépassements de crédits au titre des voyages officiels, des installations et infrastructures et des fournitures et services divers.

### **Bureau du (de la) Médiateur(trice) créé par la résolution [1904 \(2009\)](#) du Conseil de sécurité**

14. Le dépassement de 26,1 % des crédits, soit 0,2 million, s'explique principalement par une augmentation de 63 % des dépenses communes de personnel, contre des prévisions de 32,9 %, due aux dépenses liées à l'indemnité pour frais d'études, à la réinstallation et au recrutement.

### **Application de la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité**

15. La sous-utilisation de 8,9 % des crédits, soit 0,1 million de dollars, est due à la diminution des dépenses afférentes au personnel civil en raison d'un taux moyen de vacance de postes plus élevé que prévu (17,9 % contre 5 %) pour le personnel international, et du report ou de l'annulation de certains voyages ou missions prévus pour des raisons de sécurité.

### **Groupe d'experts sur le Mali**

16. La sous-utilisation de 39,8 % des crédits, soit 0,5 million de dollars, est due à la cessation du mandat de la mission au 30 septembre 2023, ainsi qu'à la diminution des voyages prévus, qui tient au fait que certains voyages n'ont pas été effectués en raison de problèmes de visas.

### **Groupe d'experts faisant suite à la résolution [2713 \(2023\)](#)**

17. La sous-utilisation de 11,3 % des crédits, soit 0,2 million de dollars, est due à une vacance de postes d'une durée totale de 14,5 mois pour les experts, en raison de retards pris dans l'approbation de certains experts proposés par le comité des sanctions, et à une diminution des besoins en escortes de sécurité supplémentaires pour les experts lors de leurs voyages au Kenya, qui tient au fait que les voyages entrepris ne nécessitaient pas une telle sécurité supplémentaire.

**Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)  
relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive**

18. La sous-utilisation de 27,3 % des crédits, soit 0,8 million de dollars, s'explique par : a) une vacance de postes d'une durée moyenne de 8,8 mois par expert en 2023 en raison de la nomination tardive des experts, qui tient au fait que les consultations en vue de pourvoir les postes vacants étaient encore en cours au sein du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) ; b) le nombre limité de déplacements des experts en raison de la poursuite, au sein du Comité, des négociations concernant la participation aux activités.

**Direction exécutive du Comité contre le terrorisme**

19. La sous-utilisation de 5,3 % des crédits, soit 0,6 million de dollars, s'explique par : a) la réduction des dépenses afférentes au personnel civil en raison d'un taux de vacance effectif moyen supérieur au taux approuvé (15,5 % contre 5 %) ; b) les dépenses effectives afférentes à la location de locaux moins élevées que prévu en raison de la vacance de postes. Elle a été en partie contrebalancée par les dépenses plus élevées que prévu engagées au titre des voyages à des fins d'évaluation et des services de traduction et de maintenance de sites Web.

**Appui de l'Organisation des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria**

20. La sous-utilisation de 6,3 % des crédits, soit 0,2 million de dollars, s'explique principalement par : a) une diminution des dépenses de personnel, qui tient au fait que le taux de vacance effectif moyen a été de 11,1 % (contre un taux budgétisé de 5 %) pour le personnel recruté sur le plan international, et de 12,5 % (contre un taux budgétisé de 0 %) pour le personnel local, et que le pourcentage des dépenses communes de personnel effectivement engagées a été supérieur aux prévisions ; b) une diminution des dépenses afférentes à l'informatique et aux communications en raison de la diminution des besoins à la suite d'achats effectués l'année précédente. La sous-utilisation des crédits a été contrebalancée en partie par une augmentation des frais de voyage due au nombre plus élevé que prévu des déplacements liés à la démarcation de la frontière.

**Bureau du (de la) Coordonnateur(trice) spécial(e) des Nations Unies pour le Liban**

21. Le dépassement de 7,3 % des crédits, soit 0,7 million de dollars, s'explique principalement par : a) une augmentation des dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan international due au pourcentage plus élevé appliqué pour l'indemnité de poste et l'indemnité transitoire, qui a été en moyenne à 115 %, contre un pourcentage budgétisé de 82,2 % ; b) une augmentation des traitements des administrateurs recrutés sur le plan national et des agents locaux en raison de la révision du barème des traitements ; c) une augmentation des dépenses au titre des transports terrestres du fait du remplacement d'un des véhicules blindés dont les pannes fréquentes entravaient les opérations de la mission. Ce dépassement a été compensé en partie par : a) une diminution des dépenses liées à l'informatique et aux communications à la faveur d'une baisse des frais téléphoniques au niveau local ; b) une diminution des dépenses au titre des fournitures, services et matériel divers due au report de certains cours et activités de formation prévus, en raison de la détérioration de la situation de sécurité au quatrième trimestre de 2023.



### **Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale**

22. La sous-utilisation de 10,1 % des crédits, soit 0,9 million de dollars, s'explique principalement par : a) des taux de vacance de postes moyens plus élevés que prévu pour le personnel recruté sur le plan international (20,2 % contre 10%), les administrateurs recrutés sur le plan national (22,9 % contre 0 %) et les agents locaux (12,5 % contre 0 %) ; b) une diminution des dépenses afférentes à l'informatique et aux communications en raison de la diminution des besoins ; c) une diminution des coûts des installations et des infrastructures due à la réduction des acquisitions. La sous-utilisation des crédits a été contrebalancée en partie par une augmentation des frais de voyage du fait du nombre plus élevé que prévu de voyages entrepris.

### **Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda**

23. La sous-utilisation de 8,9 % des crédits, soit 3,2 millions de dollars, s'explique principalement par : a) une diminution des coûts des observateurs militaires due à un taux de vacance effectif moyen (87,3 %) plus élevé que prévu (25 %), en raison de plusieurs facteurs, dont la délivrance de visas d'entrée ; b) l'absence de dépenses au titre du personnel fourni par des gouvernements en raison d'un taux de vacance effectif de 100 %, contre un taux budgétisé de 25 % ; c) une diminution des frais médicaux due à l'annulation des services d'évacuation sanitaire aérienne à Djibouti, qui tient au fait que la mission a changé son concept de soutien sanitaire et s'est appuyée davantage sur les installations médicales locales existantes à Hodeïda pour les soins d'urgence, au lieu de faire appel à l'équipe chargée des services d'évacuation sanitaire aérienne à Djibouti ; d) une diminution des dépenses au titre des fournitures, services et matériel divers en raison des dépenses inférieures aux prévisions engagées au titre des réunions du Comité de coordination du redéploiement, des réunions bilatérales et autres, ainsi que des frais de transport et d'autres frais connexes. La sous-utilisation des crédits a été contrebalancée en partie par : a) une augmentation des dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan international résultant d'un barème des traitements et de dépenses communes de personnel supérieurs aux prévisions, compensée en partie par une diminution des besoins concernant la prime de danger ; b) une augmentation des traitements des administrateurs recrutés sur le plan national et des agents locaux en raison de la révision du barème des traitements ; c) une augmentation des coûts des opérations aériennes due au fait que les coûts de location effectifs des hélicoptères ont été nettement plus élevés ; d) une augmentation des dépenses relatives à l'informatique et aux communications due à l'achat d'ordinateurs et de dispositifs de réseau pour remplacer des articles dont la durée d'utilité a été dépassée.

### **Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan**

24. La sous-utilisation de 5,7 % des crédits, soit 3,7 millions de dollars, s'explique principalement par : a) le retrait des deux hélicoptères à la fin du contrat les concernant ; b) la faible utilisation de services informatiques et de services de communication locaux en raison de l'évacuation ; c) la décision prise de ne pas remplacer des véhicules ; d) le recours limité aux services de consultants. La sous-utilisation des crédits a été contrebalancée en partie par : a) l'obligation de payer des indemnités pour la perte d'effets personnels ; b) l'augmentation des dépenses afférentes aux voyages officiels, due principalement au paiement d'indemnités journalières de subsistance dans le cadre du déplacement du personnel vers Port-Soudan ; c) le versement d'indemnités de réinstallation et d'évacuation aux membres du personnel et aux personnes à leur charge à la suite des évacuations pour raisons de sécurité.

## Annexe IV

### État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par les organes consultatifs et les organes de contrôle

Résumé de la recommandation

Suite donnée à la recommandation

#### Résolution 78/253 de l'Assemblée générale

Rappelle le paragraphe 13 du rapport du Comité consultatif, prend note de l'augmentation continue du solde du fonds de recouvrement des coûts, réaffirme qu'il importe de conserver un solde résiduel pour réduire le risque que le fonds de recouvrement des coûts ne suffise pas à couvrir les engagements, prie le Secrétaire général de faire le point sur la question pendant la deuxième partie de la reprise de la soixante-dix-huitième session, de poursuivre l'examen du fonds afin de calculer les montants à restituer aux États Membres et d'indiquer le montant du solde cumulé qui est utilisable, le total des produits et des dépenses des activités de recouvrement des coûts ainsi que le revenu net et le pourcentage moyen des revenus tirés des transactions liées aux opérations de recouvrement des coûts, tout en prévoyant les tendances de croissance et en veillant à ce que le solde soit maintenu à des niveaux suffisants pour couvrir les engagements au titre des prestations dues au personnel à long terme et les frais de fonctionnement liés à la prestation de services, et prie également le Secrétaire général de donner de plus amples informations sur cette question dans son rapport sur l'exécution du budget-programme de 2023 (sect. II, par. 4)

Un tableau présentant les montants recouverts en 2023 par entité figure à l'annexe V.

Le Contrôleur de l'ONU fera le point sur le recouvrement des coûts dans l'exposé qu'il présentera lors de la deuxième partie de la reprise de la session, comme l'a demandé la Cinquième Commission.

#### Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

A/78/7

Le Comité considère que les propositions liées aux postes ayant trait aux données devraient être appuyées par des stratégies ou des plans en matière de données au niveau des entités et que les capacités existantes devraient être réaffectées le cas échéant, et compte que des informations actualisées seront fournies dans le prochain projet de budget (par. 42).

Des informations sur la mise en œuvre de la Stratégie du Secrétaire général pour l'exploitation des données par tout le monde, partout, figurent à l'annexe XV du présent rapport.

Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général d'inclure, dans une annexe à l'introduction des futurs projets de budget, des informations détaillées sur les règles, directives et critères utilisés et sur les montants recouverts séparément auprès d'autres sources, notamment les contributions volontaires, par type et par service pour chaque chapitre du budget, et d'indiquer également les montants consolidés, tout en ventilant les informations sur les dépenses par chapitre du budget, par niveau de

Un tableau présentant les montants recouverts en 2023 par entité figure à l'annexe V.

Le Contrôleur fera le point sur le recouvrement des coûts dans l'exposé qu'il présentera lors de la deuxième partie de la reprise de la session, comme l'a demandé la Cinquième Commission.

poste et par source de financement, notamment le recouvrement des coûts, les dépenses d'appui aux programmes et les contributions volontaires (voir également les résolutions [77/253](#) A et [A/77/574](#), par. 24, de l'Assemblée générale) (par. 98).

### **Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires**

[A/78/330](#)

Le Comité recommande que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général d'inclure dans tous les futurs rapports sur l'exécution du budget des informations sur les dépenses effectives liées à l'effet de l'actualisation des coûts, par chapitre (par. 17).

Des informations sur les incidences de l'actualisation des coûts figurent à l'annexe XI du présent rapport.

Le Comité recommande que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général de fournir des informations complètes sur les transferts entre chapitres dans ses futurs rapports sur l'exécution du budget (par. 21).

Des informations sur les transferts entre chapitres figurent à l'annexe XII du présent rapport.

Le Comité consultatif réitère son opinion selon laquelle le Secrétaire général devrait faire figurer dans les futurs rapports sur l'exécution du budget des données sur les acomptes, au regard du montant des engagements ([A/77/7/Add.18](#), par. 30) (par. 50).

Des informations sur les acomptes figurent à l'annexe X du présent rapport.

Le Comité consultatif compte que des informations détaillées concernant les pertes sur achats à terme figureront dans le prochain rapport sur l'exécution du budget (par. 66).

Des informations relatives aux pertes et gains sur achats à terme figurent aux paragraphes 24 à 27 de la partie B du présent rapport.

Le Comité consultatif compte qu'un complément d'information et des éclaircissements sur le calendrier de soumission des projets d'amendement [au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies] pour examen et approbation par l'Assemblée générale seront fournis à cette dernière afin qu'elle puisse se prononcer sur cette question (par. 74).

Des informations sur la mise à jour du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies figurent au paragraphe 14 du présent rapport.

## Annexe V

## Recettes, dépenses et excédents ou déficits liés au recouvrement des coûts

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre du budget	2022 <sup>a</sup>			2023		
	Produits	Charges	Excédent/(déficit)	Produits	Charges	Excédent/(déficit)
1. Politiques, direction et coordination d'ensemble	16 397,2	21 894,8	(5 497,7)	19 541,2	19 313,1	228,1
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	25 992,9	17 894,1	8 098,8	23 679,7	20 899,1	2 780,6
3. Affaires politiques	19 527,9	30 441,0	(10 913,1) <sup>b</sup>	32 382,3	32 527,2	(144,9)
5. Opérations de maintien de la paix	256,5	76,3	180,2	237,2	160,4	76,9
8. Affaires juridiques	2 805,2	2 562,7	242,5	2 888,6	3 089,3	(200,7)
9. Affaires économiques et sociales	232,7	269,4	(36,7)	251,7	271,2	(19,5)
18. Développement économique et social en Afrique	3 064,8	3 373,0	(308,2)	2 761,9	2 890,8	(128,9)
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	6 973,2	4 937,4	2 035,8	7 703,9	5 925,2	1 778,6
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	1 406,9	1 119,8	287,1	1 452,9	1 225,6	227,3
22. Développement économique et social en Asie occidentale	3 891,5	5 856,5	(1 965,0)	3 463,4	5 086,8	(1 623,4)
28. Communication globale	5 465,5	5 511,7	(46,2)	7 161,8	6 463,6	698,3
29A. Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	23 555,9	13 474,4	10 081,6	18 630,5	7 170,6	11 460,0
29B. Département de l'appui opérationnel	23 849,1	39 576,5	(15 727,3)	47 587,9	43 412,6	4 175,4
29C. Bureau de l'informatique et des communications	33 742,9	24 131,3	9 611,6	36 289,6	30 506,8	5 782,8
29E. Administration (Genève)	40 980,8	37 893,0	3 087,8	39 835,3	38 741,4	1 094,0
29F. Administration (Vienne)	5 841,9	5 070,0	771,9	7 357,4	7 573,8	(216,4)
29G. Administration (Nairobi)	31 172,9	20 315,2	10 857,8	28 540,8	24 137,9	4 402,8
30. Contrôle interne	6 892,4	5 737,3	1 155,1	5 385,9	6 541,9	(1 156,1)
34. Sûreté et sécurité	14 373,5	12 117,8	2 255,7	14 933,2	14 813,2	120,0
Divers	2 157,1	2 239,4	(82,3)	(3 032,5)	4 497,7	(7 530,2) <sup>c</sup>
<b>Total</b>	<b>268 581,0</b>	<b>254 491,7</b>	<b>14 089,3</b>	<b>297 052,7</b>	<b>275 248,2</b>	<b>21 804,5</b>

(Voir notes du tableau page suivante)

---

*(Notes du tableau)*

- <sup>a</sup> Les chiffres de 2022 présentés dans le rapport sur l'exécution du budget de 2022 ont été générés le 19 avril 2023 et les chiffres de 2022 fournis dans le présent rapport comprennent quelques transactions ultérieures qui sont comptabilisées pour la même période budgétaire et qui portent sur des montants relativement faibles, à l'exception d'un transfert de 7,2 millions de dollars de recettes du Département de l'appui opérationnel à l'Office des Nations Unies à Nairobi pour le cadre d'évacuation médicale liée à la maladie à coronavirus (COVID-19).
- <sup>b</sup> Le déficit important constaté au titre du chapitre 3 (Affaires politiques) en 2022 est dû au fait que des produits comptabilisés au cours d'années antérieures ont été reclassés et sont passés de produits utilisables à des produits non utilisables à restituer aux États Membres.
- <sup>c</sup> Le déficit important constaté au titre de la rubrique Divers en 2023 est principalement dû à l'exercice de nettoyage mené en application de la recommandation du Comité des commissaires aux comptes, qui a consisté à transférer les soldes des anciens centres financiers aux nouveaux centres financiers après la réforme de la gestion.

## Annexe VI

## Dépenses engagées en 2023 au titre des consultants, par type de consultant et par chapitre du budget

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre du budget	Consultants internationaux	Consultants locaux <sup>a</sup>	Total
	(a)	(b) (c) = (a) + (b)	
1. Politiques, direction et coordination d'ensemble	682,3	85,2	767,5
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	0,0	14,8	14,8
3. Affaires politiques <sup>b</sup>	390,4	109,2	499,6
4. Désarmement	44,5	76,5	121,0
7. Cour internationale de Justice	0,0	39,7	39,7
8. Affaires juridiques	520,8	388,3	909,2
9. Affaires économiques et sociales	213,6	131,4	345,0
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	136,8	4,6	141,4
11. Appui du système des Nations Unies à l'Agenda 2063 de l'Union africaine : L'Afrique que nous voulons	57,0	59,1	116,1
12. Commerce et développement	482,7	494,8	977,4
14. Environnement	182,4	124,3	306,7
15. Établissements humains	141,4	26,6	168,1
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	95,9	72,8	168,7
17. ONU-Femmes	–	28,6	28,6
18. Développement économique et social en Afrique	790,5	1 076,6	1 867,0
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	170,1	124,3	294,3
20. Développement économique en Europe	11,5	141,7	153,2
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	184,8	135,8	320,7
22. Développement économique et social en Asie occidentale	364,5	559,5	923,9
23. Programme ordinaire de coopération technique	4 622,8	1 926,3	6 549,2
24. Droits humains	962,9	403,7	1 366,6
28. Communication globale	70,2	15,9	86,0
29A. Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	714,7	544,1	1 258,8
29B. Département de l'appui opérationnel	57,8	283,6	341,5
29C. Bureau de l'informatique et des communications	100,3	9,0	109,3
29F. Administration (Vienne)	0,0	0,1	0,1
29G. Administration (Nairobi)	0,0	23,2	23,2
30. Contrôle interne	134,0	26,1	160,1
32. Dépenses spéciales	48,8	0,0	48,8
33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	53,7	67,0	120,7

<i>Chapitre du budget</i>	<i>Consultants internationaux</i>	<i>Consultants locaux<sup>a</sup></i>	<i>Total</i>
	<i>(a)</i>	<i>(b) (c) = (a) + (b)</i>	
34. Sûreté et sécurité	36,9	19,0	55,9
<b>Total</b>	<b>11 271,3</b>	<b>7 011,7</b>	<b>18 283,0</b>

<sup>a</sup> Les montants sont calculés en partant de l'hypothèse que les consultants locaux sont ceux qui se trouvent dans le même pays que celui où les services ont été fournis, les consultants internationaux se trouvant quant à eux dans un autre pays.

<sup>b</sup> Hors missions politiques spéciales.

## Annexe VII

## Montant des engagements non réglés à la fin de 2023, par chapitre du budget

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Chapitre du budget</i>	<i>Montant</i>
1. Politiques, direction et coordination d'ensemble	513,4
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	3 506,4
3. Affaires politiques (autres)	1 047,4
3. Affaires politiques (missions politiques spéciales)	45 438,2
4. Désarmement	553,5
5. Opérations de maintien de la paix	3 630,6
6. Utilisations pacifiques de l'espace	99,0
7. Cour internationale de Justice	200,1
8. Affaires juridiques	2 050,5
9. Affaires économiques et sociales	608,4
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	68,3
11. Appui du système des Nations Unies à l'Agenda 2063 de l'Union africaine : L'Afrique que nous voulons	258,1
12. Commerce et développement	603,2
13. Centre du commerce international	0,2
14. Environnement	148,5
15. Établissements humains	352,4
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	249,3
18. Développement économique et social en Afrique	3 968,8
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	1 216,1
20. Développement économique en Europe	190,6
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	1 428,0
22. Développement économique et social en Asie occidentale	1 292,3
23. Programme ordinaire de coopération technique	4 245,4
24. Droits humains	5 569,1
27. Aide humanitaire	256,7
28. Communication globale	927,3
29A. Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	1 945,7
29B. Département de l'appui opérationnel	7 994,9
29C. Bureau de l'informatique et des communications	6 111,7
29E. Administration (Genève)	3 855,2
29F. Administration (Vienne)	696,1
29G. Administration (Nairobi)	1 285,0
30. Contrôle interne	320,7
32. Dépenses spéciales	406,0



<i>Chapitre du budget</i>	<i>Montant</i>
33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	14 366,8
34. Sûreté et sécurité	1 098,5
<b>Total</b>	<b>116 502,2</b>

## Annexe VIII

### Montant des engagements non réglés à la fin de 2023, par objet de dépense

#### a) Entités financées par le budget ordinaire (hors missions politiques spéciales)

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Montant</i>
Postes	3 450,9
Autres dépenses de personnel	1 824,3
Émoluments des non-fonctionnaires	17,8
Dépenses de représentation	4,5
Consultants	4 711,0
Experts	298,8
Voyages des représentants	456,3
Voyages du personnel	1 518,2
Services contractuels	12 793,4
Frais généraux de fonctionnement	22 965,8
Fournitures et accessoires	1 863,5
Mobilier et matériel	16 329,9
Aménagement des locaux	1 837,2
Subventions et contributions	2 992,6
Autres	—
<b>Total</b>	<b>71 064,0</b>

#### b) Missions politiques spéciales

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Montant</i>
Postes	0,4
Autres dépenses de personnel	4 622,4
Émoluments des non-fonctionnaires	—
Dépenses de représentation	21,7
Consultants	275,0
Experts	137,1
Voyages des représentants	3,2
Voyages du personnel	829,7
Services contractuels	1 837,9
Frais généraux de fonctionnement	15 235,1
Fournitures et accessoires	2 427,5
Mobilier et matériel	10 895,4
Aménagement des locaux	52,6

<i>Objet de dépense</i>	<i>Montant</i>
Subventions et contributions	238,6
Autres	8 861,6
<b>Total</b>	<b>45 438,2</b>

## Annexe IX

Recettes nettes budgétisées et effectives au titre du chapitre 3  
des recettes pour 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Recettes budgétisées	Dépenses effectives	Écart
	(a)	(b)	(c) = (b) - (a)
<b>A. Programme de travail</b>			
1. Services de l'Administration postale de l'Organisation des Nations Unies			
Montant brut des recettes	4 117,2	2 180,0	(1 937,2)
À déduire : dépenses imputées sur les recettes	3 858,2	3 797,5	(60,7)
<b>Montant net des recettes</b>	<b>259,0</b>	<b>(1 617,5)</b>	<b>(1 876,5)</b>
2. Vente des publications des Nations Unies			
Montant brut des recettes	5 812,8	3 292,1	(2 520,7)
À déduire : dépenses imputées sur les recettes	5 549,4	5 559,8	(10,4)
<b>Montant net des recettes</b>	<b>263,4</b>	<b>(2 267,7)</b>	<b>(2 531,1)</b>
3. Services destinés aux visiteurs			
Montant brut des recettes	6 238,8	4 803,9	(1 434,9)
À déduire : dépenses imputées sur les recettes	6 200,3	5 309,7	890,6
<b>Montant net des recettes</b>	<b>38,5</b>	<b>(505,8)</b>	<b>(544,3)</b>
4. Activités productrices de recettes du Département des affaires économiques et sociales			
Montant brut des recettes	765,9	1 418,2	652,3
À déduire : dépenses imputées sur les recettes	796,5	787,5	9,0
<b>Montant net des recettes</b>	<b>(30,6)</b>	<b>630,7</b>	<b>661,3</b>
5. Ventes d'articles-cadeaux			
Montant brut des recettes	302,7	238,7	(64,0)
À déduire : dépenses imputées sur les recettes	—	—	—
<b>Montant net des recettes</b>	<b>302,7</b>	<b>238,7</b>	<b>(64,0)</b>
6. Exploitation des garages			
Montant brut des recettes	1 325,1	1 095,8	(229,3)
À déduire : dépenses imputées sur les recettes	1 260,8	1 222,1	38,7
<b>Montant net des recettes</b>	<b>64,3</b>	<b>(126,3)</b>	<b>(190,6)</b>
7. Services de restauration			
Montant brut des recettes	2 158,2	997,2	(1 161,0)
À déduire : dépenses imputées sur les recettes	2 201,8	2 722,6	(520,8)
<b>Montant net des recettes</b>	<b>(43,6)</b>	<b>(1 725,4)</b>	<b>(1 681,8)</b>

	<i>Recettes budgétisées</i>	<i>Dépenses effectives</i>	<i>Écart</i>
	<i>(a)</i>	<i>(b)</i>	<i>(c) = (b) - (a)</i>
8. Autres activités commerciales			
Montant brut des recettes	320,4	417,5	97,1
<i>À déduire</i> : dépenses imputées sur les recettes	300,2	295,4	4,8
<b>Montant net des recettes</b>	<b>20,2</b>	<b>122,1</b>	<b>101,9</b>
B. Appui au programme			
Groupe de la comptabilité des recettes (dépenses imputées sur les recettes)	(476,2)	(326,8)	149,4
Montant total des recettes brutes	21 041,1	14 443,4	(6 597,7)
<i>À déduire</i> : total des dépenses imputées sur les recettes	20 643,4	20 021,4	622,0
<b>Montant total des recettes nettes</b>	<b>397,7</b>	<b>(5 578,0)</b>	<b>(5 975,7)</b>

## Annexe X

### Acomptes, en montant total et en pourcentage des engagements totaux, par exercice budgétaire

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Exercice budgétaire</i>	<i>Acomptes en fin d'exercice</i>		
	<i>Engagements</i>	<i>Acomptes</i>	<i>Pourcentage</i>
	<i>(a)</i>	<i>(b)</i>	<i>(c) = (b)/(a)</i>
2014-2015	164 856,5	2 843,5	1,7
2016-2017	135 944,9	4 246,5	3,1
2018-2019	172 421,2	2 088,9	1,2
2020	222 260,3	2 625,6	1,2
2021	148 743,7	8 948,1	6,0
2022	130 718,3	3 454,6	2,6
2023	116 502,2	934,7	0,8

## Annexe XI

### Incidences effectives de l'actualisation des coûts

1. Il est donné suite dans la présente annexe à la recommandation figurant au paragraphe 25 du premier rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le projet de budget-programme pour 2023 ([A/77/7](#)) et au paragraphe 66 du dix-neuvième rapport du Comité consultatif sur la question ([A/77/7/Add.18](#)), qui a été approuvée par l'Assemblée générale au paragraphe 8 de sa résolution [77/262](#) et au paragraphe 2 de la section VII de sa résolution [77/263](#) A.

2. L'analyse préliminaire des incidences effectives de l'actualisation des coûts a été fournie dans le rapport du Secrétaire général intitulé « Prévisions révisées : incidence des variations des taux de change et d'inflation » ([A/78/614](#), annexe II), qui a été établi dans le cadre du projet de budget-programme pour 2024 et dans lequel les incidences effectives de l'actualisation des coûts ont été évaluées en comparant les ajustements apportés à certaines catégories et rubriques budgétaires aux fins de l'actualisation des coûts et l'évolution réelle des coûts afférents à ces catégories et rubriques. Les montants estimatifs et les montants effectifs ont été comparés aux montants de référence de 2023 avant actualisation des coûts, et les écarts en pourcentage figurent dans les tableaux servant à la comparaison des incidences estimatives et des incidences effectives de l'actualisation des coûts. L'analyse a porté sur les voyages (billets d'avion et indemnité journalière de subsistance), les fournitures consommables, et le mobilier et le matériel (en particulier les véhicules et les ordinateurs portables), ainsi que sur les crédits relatifs à l'énergie, qui sont regroupés dans les frais généraux de fonctionnement.

3. L'analyse décrite dans l'annexe II du document [A/78/614](#) a exigé beaucoup de travail, car il a fallu extraire des données détaillées, au niveau des articles, afin de déterminer l'évolution effective des prix entre 2022 et 2023. Les différences observées entre les incidences estimatives de l'actualisation des coûts et les coûts effectifs ont montré que les premières étaient parfois plus élevées et parfois plus faibles que les changements effectifs des prix. Dans l'ensemble, cependant, l'utilisation d'un indice unique, tel que l'indice des prix à la consommation, donne des indications fiables aux fins de l'estimation des changements de prix des éléments analysés, et confirme la méthode retenue pour l'estimation des incidences des variations des taux de change et d'inflation pour le budget ordinaire.

4. La présente annexe contient des données sur l'évolution réelle, en 2023, des taux de change des principales monnaies par rapport au dollar des États-Unis, sur l'évolution des taux d'inflation des principaux lieux d'affectation ou zones utilisés pour l'établissement du budget ordinaire et sur les incidences effectives de l'actualisation des coûts sur les dépenses totales, données qui sont ventilées par objet de dépense (postes et autres objets de dépense).

#### Taux de change

5. Le tableau 1 présente les résultats concernant les taux de change opérationnels effectifs moyens de l'Organisation des Nations Unies par rapport aux taux de change estimés [utilisés dans le rapport sur l'actualisation des coûts ([A/78/614](#), annexe II)] entre le dollar des États-Unis et diverses monnaies en 2023.

Tableau 1  
**Taux de change des différentes monnaies utilisées par rapport au dollar des États-Unis**

<i>Monnaie</i>	<i>Taux approuvé pour 2023</i>	<i>Taux de change opérationnel moyen effectif de l'Organisation des Nations Unies en 2023</i>	<i>Écart (pourcentage)</i>
Dollar des États-Unis	1,0000	1,0000	–
Franc suisse	0,9272	0,8984	3,21
Euro	0,9490	0,9252	2,57
Livre libanaise	30 300	78 017	(61,16)
Baht	35,0400	34,7796	0,75
Shilling kényan	126,4200	140,1954	(9,83)
Nouveau shekel	3,4000	3,6898	(7,85)
Peso chilien	954,2600	841,25	13,43
Birr éthiopien	52,9170	54,5948	(3,07)
Dinar jordanien	0,7080	0,7080	–
Roupie pakistanaise	239,1700	280,6501	(14,78)
Livre soudanaise	578,5000	695,0000	(16,76)

### Taux d'inflation

6. Le tableau 2 présente les résultats concernant les taux d'inflation effectifs en 2023 par rapport aux taux d'inflation estimés, utilisés dans le rapport sur l'actualisation des coûts.

Tableau 2  
**Évolution du taux d'inflation (indices des prix à la consommation), par lieu d'affectation ou zone**

(En pourcentage)

<i>Lieu d'affectation ou zone</i>	<i>Taux approuvé pour 2023</i>	<i>Taux effectif pour 2023</i>	<i>Écart</i>
États-Unis d'Amérique	3,7	4,2	13,51
Suisse	3,7	2,6	(29,73)
Zone euro	6,0	6,0	0,00
Liban	162,0	183,8	13,46
Thaïlande	2,0	2,2	10,00
Kenya	6,3	6,9	9,52
Chili	8,0	8,1	1,25
Éthiopie	31,1	31,2	0,32
Israël	3,7	4,0	8,11
Jordanie	2,9	3,8	31,03
Pakistan	11,7	30,3	158,97
Soudan	69,6	62,2	(10,63)



**Incidences effectives de l'actualisation des coûts**

7. Le montant total de l'actualisation des coûts pour le budget de 2023 s'élevait à 70,4 millions de dollars, dont 15,5 millions de dollars pour les postes et 54,9 millions de dollars pour les ressources autres que celles affectées à des postes. En 2023, une sous-utilisation globale de crédits de 26,1 millions de dollars a été enregistrée au titre du budget ordinaire (sous-utilisation de 45,2 millions de dollars au titre des ressources autres que celles affectées à des postes, contrebalancée en partie par un dépassement des crédits de 19,1 millions de dollars au titre des postes). Sans actualisation des coûts, cela aurait donné un dépassement global de crédits de 44,3 millions de dollars, dont 34,6 millions de dollars au titre des postes et 9,7 millions de dollars au titre des ressources autres que celles affectées à des postes. On trouvera dans les tableaux 3 et 4 ci-après des informations sur les incidences effectives globales de l'actualisation des coûts, ventilées par chapitre du budget et par objet de dépense (postes et autres objets de dépense).

Tableau 3  
Incidences effectives de l'actualisation des coûts, par chapitre du budget

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre du budget	Avant actualisation des coûts	Actualisation des coûts	Total	Dépenses effectives	Écart par rapport à la situation avant actualisation des coûts	Écart par rapport à la situation après actualisation des coûts
1. Politiques, direction et coordination d'ensemble	83 064,3	3 705,1	86 769,4	84 005,6	(941,3)	2 763,8
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	347 030,3	1 480,6	348 510,9	328 903,2	18 127,1	19 607,7
3. Affaires politiques (hors missions politiques spéciales)	836 614,5	2 479,9	839 094,4	822 577,8	14 036,7	16 516,6
4. Désarmement	12 933,3	902,5	13 835,8	13 455,4	(522,1)	380,4
5. Opérations de maintien de la paix	54 534,8	(1 656,5)	52 878,3	56 231,9	(1 697,1)	(3 353,6)
6. Utilisations pacifiques de l'espace	4 425,2	332,6	4 757,8	4 277,0	148,2	480,8
7. Cour internationale de Justice	28 674,0	436,9	29 110,9	28 393,2	280,8	717,7
8. Affaires juridiques	61 765,8	2 040,9	63 806,7	67 279,0	(5 513,2)	(3 472,3)
9. Affaires économiques et sociales	86 268,5	860,3	87 128,8	88 400,9	(2 132,4)	(1 272,1)
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	8 076,4	557,4	8 633,8	7 654,2	422,2	979,6
11. Appui du système des Nations Unies à l'Agenda 2063 de l'Union africaine : L'Afrique que nous voulons	8 251,3	443,9	8 695,2	8 694,0	(442,7)	1,2
12. Commerce et développement	74 608,2	4 764,1	79 372,3	78 378,6	(3 770,4)	993,7
13. Centre du commerce international	20 174,9	282,7	20 457,6	20 179,0	(4,1)	278,6
14. Environnement	22 810,2	(1 776,6)	21 033,6	20 859,7	1 950,5	173,9
15. Établissements humains	14 072,8	(687,7)	13 385,1	12 365,5	1 707,3	1 019,6
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	21 854,9	1 255,6	23 110,5	22 619,6	(764,7)	490,9
17. ONU-Femmes	9 957,6	656,8	10 614,4	10 473,7	(516,1)	140,7
18. Développement économique et social en Afrique	81 283,3	6 836,5	88 119,8	89 670,2	(8 386,9)	(1 550,4)
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	54 840,5	298,2	55 138,7	53 542,7	1 297,8	1 596,0
20. Développement économique en Europe	35 533,8	1 695,6	37 229,4	37 804,1	(2 270,3)	(574,7)
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	59 358,4	(617,2)	58 741,2	60 664,2	(1 305,8)	(1 923,0)
22. Développement économique et social en Asie occidentale	44 105,9	4 825,6	48 931,5	50 535,8	(6 429,9)	(1 604,3)
23. Programme ordinaire de coopération technique	40 264,8	3 109,7	43 374,5	42 884,1	(2 619,3)	490,4

<i>Chapitre du budget</i>	<i>Avant actualisation des coûts</i>	<i>Actualisation des coûts</i>	<i>Total</i>	<i>Dépenses effectives</i>	<i>Écart par rapport à la situation avant actualisation des coûts</i>	<i>Écart par rapport à la situation après actualisation des coûts</i>
24. Droits humains	165 938,1	10 248,2	176 186,3	164 716,9	1 221,2	11 469,4
25. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance	42 212,3	2 421,6	44 633,9	44 664,5	(2 452,2)	(30,6)
26. Réfugiés de Palestine	44 039,7	(4 335,7)	39 704,0	37 978,5	6 061,2	1 725,5
27. Aide humanitaire	26 229,1	896,3	27 125,4	23 314,4	2 914,7	3 811,0
28. Communication globale	101 050,6	756,4	101 807,0	105 109,1	(4 058,5)	(3 302,1)
29A. Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	56 964,9	3 920,3	60 885,2	62 288,5	(5 323,6)	(1 403,3)
29B. Département de l'appui opérationnel	90 146,8	6 731,2	96 878,0	96 696,6	(6 549,8)	181,4
29C. Bureau de l'informatique et des communications	51 713,4	1 712,5	53 425,9	54 305,8	(2 592,4)	(879,9)
29E. Administration (Genève)	75 176,5	2 529,9	77 706,4	79 310,0	(4 133,5)	(1 603,6)
29F. Administration (Vienne)	18 502,6	1 438,0	19 940,6	20 216,0	(1 713,4)	(275,4)
29G. Administration (Nairobi)	20 170,4	(1 155,8)	19 014,6	20 324,7	(154,3)	(1 310,1)
30. Contrôle interne	21 351,2	783,4	22 134,6	23 397,8	(2 046,6)	(1 263,2)
31. Activités administratives financées en commun	7 936,3	278,0	8 214,3	8 500,2	(563,9)	(285,9)
32. Dépenses spéciales	83 811,4	3 876,6	87 688,0	84 076,3	(264,9)	3 611,7
33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	83 454,1	2 016,9	85 471,0	83 406,4	47,7	2 064,6
34. Sûreté et sécurité	124 123,0	2 829,7	126 952,7	130 193,4	(6 070,4)	(3 240,7)
35. Compte pour le développement	15 199,4	1 291,9	16 491,3	16 491,3	(1 291,9)	–
36. Contributions du personnel	287 359,8	1 958,7	289 318,5	305 372,6	(18 012,8)	(16 054,1)
<b>Total</b>	<b>3 325 883,3</b>	<b>70 425,0</b>	<b>3 396 308,3</b>	<b>3 370 212,3</b>	<b>(44 329,0)</b>	<b>26 096,0</b>

Tableau 4

**Incidences effectives de l'actualisation des coûts, par objet de dépense (postes et autres objets de dépense)**

(En millions de dollars des États-Unis)

Chapitre		Avant actualisation des coûts		Actualisation des coûts		Après actualisation des coûts		Dépenses effectives		Écart par rapport à la situation avant actualisation des coûts		Écart par rapport à la situation après actualisation des coûts	
		Postes	Autres objets de dépense	Postes	Autres objets de dépense	Postes	Autres objets de dépense	Postes	Autres objets de dépense	Postes	Autres objets de dépense	Postes	Autres objets de dépense
1.	Politiques, direction et coordination d'ensemble	43,6	39,4	3,2	0,5	46,9	39,9	46,1	37,9	(2,5)	1,5	0,8	2,0
2.	Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	262,8	84,3	(2,3)	3,8	260,4	88,1	257,1	71,8	5,7	12,5	3,3	16,3
3.	Affaires politiques (hors missions politiques spéciales)	63,4	773,2	2,0	0,5	65,4	773,7	65,7	756,9	(2,3)	16,3	(0,2)	16,8
4.	Désarmement	9,6	3,3	0,6	0,3	10,2	3,7	10,4	3,1	(0,8)	0,3	(0,2)	0,6
5.	Opérations de maintien de la paix	36,2	18,3	(3,4)	1,7	32,9	20,0	35,1	21,2	1,2	(2,9)	(2,2)	(1,1)
6.	Utilisations pacifiques de l'espace	3,5	1,0	0,2	0,1	3,7	1,1	3,4	0,9	0,1	0,1	0,3	0,2
7.	Cour internationale de Justice	14,7	14,0	(0,2)	0,7	14,5	14,7	14,4	14,0	0,3	0,0	0,0	0,7
8.	Affaires juridiques	33,3	28,4	1,2	0,9	34,5	29,3	35,2	32,1	(1,9)	(3,7)	(0,7)	(2,8)
9.	Affaires économiques et sociales	77,7	8,5	(0,0)	0,9	77,7	9,4	80,9	7,5	(3,2)	1,1	(3,2)	2,0
10.	Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	6,3	1,7	0,4	0,2	6,7	1,9	6,2	1,4	0,1	0,3	0,5	0,5
11.	Appui du système des Nations Unies à l'Agenda 2063 de l'Union africaine : L'Afrique que nous voulons	7,0	1,2	0,3	0,1	7,3	1,4	7,5	1,2	(0,5)	0,0	(0,2)	0,2
12.	Commerce et développement	67,4	7,3	4,1	0,6	71,5	7,9	71,6	6,7	(4,3)	0,5	(0,2)	1,2
13.	Centre du commerce international	–	20,2	–	0,3	–	20,5	–	20,2	–	–	–	0,3
14.	Environnement	21,3	1,6	(1,9)	0,1	19,3	1,7	19,4	1,5	1,9	0,1	(0,0)	0,2
15.	Établissements humains	12,7	1,4	(0,8)	0,1	11,9	1,5	11,3	1,1	1,4	0,3	0,6	0,4
16.	Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	18,7	3,1	1,0	0,3	19,7	3,4	19,5	3,2	(0,7)	(0,1)	0,3	0,2
17.	ONU-Femmes	9,4	0,6	0,6	0,1	10,0	0,6	9,9	0,6	(0,5)	(0,1)	0,1	0,0
18.	Développement économique et social en Afrique	51,8	29,5	4,1	2,7	55,9	32,2	57,4	32,3	(5,6)	(2,8)	(1,5)	(0,1)
19.	Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	48,7	6,2	(0,1)	0,4	48,6	6,6	47,1	6,5	1,6	(0,3)	1,5	0,1

Chapitre	Avant actualisation des coûts		Actualisation des coûts		Après actualisation des coûts		Dépenses effectives		Écart par rapport à la situation avant actualisation des coûts		Écart par rapport à la situation après actualisation des coûts	
	Postes	Autres objets de dépense	Postes	Autres objets de dépense	Postes	Autres objets de dépense	Postes	Autres objets de dépense	Postes	Autres objets de dépense	Postes	Autres objets de dépense
20. Développement économique en Europe	34,0	1,5	1,6	0,1	35,6	1,6	36,2	1,6	(2,1)	(0,1)	(0,6)	0,0
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	50,6	8,7	(1,4)	0,8	49,3	9,5	51,2	9,5	(0,6)	(0,7)	(1,9)	0,0
22. Développement économique et social en Asie occidentale	34,6	9,5	3,6	1,2	38,2	10,7	39,7	10,9	(5,1)	(1,4)	(1,5)	(0,1)
23. Programme ordinaire de coopération technique		40,3		3,1		43,4		42,9		(2,6)		0,5
24. Droits humains	80,3	85,7	4,0	6,2	84,3	91,9	86,0	78,7	(5,8)	7,0	(1,7)	13,2
25. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance	0,7	41,5	0,0	2,4	0,7	43,9	0,7	43,9	(0,1)	(2,4)	(0,0)	0,0
26. Réfugiés de Palestine	44,0	0,0	(4,3)	0,0	39,7	0,0	37,9	0,0	6,1	(0,0)	1,7	(0,0)
27. Aide humanitaire	13,6	12,7	(0,7)	1,6	12,9	14,2	14,4	8,9	(0,8)	3,7	(1,5)	5,3
28. Communication globale	82,2	18,8	(0,6)	1,3	81,6	20,2	86,3	18,8	(4,1)	0,0	(4,7)	1,4
29A. Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	39,5	17,4	2,9	1,1	42,4	18,5	44,0	18,3	(4,5)	(0,8)	(1,6)	0,2
29B. Département de l'appui opérationnel	38,9	51,2	1,5	5,3	40,4	56,5	40,4	56,3	(1,5)	(5,0)	(0,1)	0,3
29C. Bureau de l'informatique et des communications	25,4	26,4	(0,5)	2,2	24,8	28,6	26,0	28,3	(0,7)	(1,9)	(1,2)	0,3
29E. Administration (Genève)	46,2	29,0	(0,1)	2,6	46,1	31,6	47,3	32,0	(1,1)	(3,0)	(1,2)	(0,4)
29F. Administration (Vienne)	9,6	8,9	0,2	1,2	9,8	10,2	10,1	10,1	(0,6)	(1,1)	(0,4)	0,1
29G. Administration (Nairobi)	10,8	9,3	(1,4)	0,3	9,4	9,6	10,9	9,4	(0,1)	(0,1)	(1,5)	0,2
30. Contrôle interne	18,5	2,9	0,6	0,2	19,0	3,1	20,7	2,7	(2,2)	0,2	(1,7)	0,4
31. Activités administratives financées en commun	–	7,9	–	0,3	–	8,2	–	8,5	–	(0,6)	–	(0,3)
32. Dépenses spéciales		83,8		3,9		87,7		84,1		(0,3)		3,6
33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	–	83,5	–	2,0	–	85,5	–	83,4	–	0,0	–	2,1
34. Sûreté et sécurité	84,8	39,4	1,3	1,5	86,1	40,9	86,3	43,9	(1,6)	(4,5)	(0,2)	(3,0)
35. Compte pour le développement	–	15,2	–	1,3	–	16,5	–	16,5	–	(1,3)	–	–
36. Contributions du personnel	–	287,4	–	2,0	–	289,3	–	305,4	–	(18,0)	–	(16,1)
<b>Total</b>	<b>1 401,7</b>	<b>1 924,2</b>	<b>15,5</b>	<b>54,9</b>	<b>1 417,2</b>	<b>1 979,1</b>	<b>1 436,4</b>	<b>1 933,9</b>	<b>(34,6)</b>	<b>(9,7)</b>	<b>(19,1)</b>	<b>45,2</b>

## Annexe XII

## Transferts entre chapitres

## Comparaison entre les montants budgétisés et les montants effectifs

(En milliers de dollars des États-Unis)

Titre et chapitre du budget		Crédits ouverts		Montant total des dépenses		Solde non engagé		Transferts et solde	
		Montant des crédits ouverts dans les résolutions 77/264 A à C	Augmentation/ (diminution)	Montant définitif	Pourcentage du montant définitif des crédits ouverts	Excédent (dépassement)	Pourcentage du montant définitif des crédits ouverts	Transferts proposés entre chapitres <sup>a</sup>	Solde après transferts
				Montant					
<b>Titre I.</b>	<b>Politiques, direction et coordination d'ensemble</b>								
1	Politiques, direction et coordination d'ensemble	86 769,4		86 769,4	84 005,6	96,8	2 763,8	3,2	2 763,8
2	Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	348 510,9		348 510,9	328 903,2	94,4	19 607,7	5,6	19 607,7
	<b>Total (titre I)</b>	<b>435 280,3</b>		<b>435 280,3</b>	<b>412 908,7</b>	<b>94,9</b>	<b>22 371,6</b>	<b>5,1</b>	<b>22 371,6</b>
<b>Titre II.</b>	<b>Affaires politiques</b>								
3	Affaires politiques	839 094,4		839 094,4	822 577,8	98,0	16 516,6	2,0	16 516,6
4	Désarmement	13 835,8		13 835,8	13 455,4	97,3	380,4	2,7	380,4
5	Opérations de maintien de la paix	52 878,3		52 878,3	56 231,9	106,3	(3 353,6)	(6,3)	(3 353,6)
6	Utilisations pacifiques de l'espace	4 757,8		4 757,8	4 277,0	89,9	480,8	10,1	480,8
	<b>Total (titre II)</b>	<b>910 566,3</b>		<b>910 566,3</b>	<b>896 542,1</b>	<b>98,5</b>	<b>14 024,2</b>	<b>1,5</b>	<b>14 024,2</b>
<b>Titre III.</b>	<b>Justice internationale et droit international</b>								
7	Cour internationale de Justice	29 110,9		29 110,9	28 393,2	97,5	717,7	2,5	717,7
8	Affaires juridiques	63 806,7		63 806,7	67 279,0	105,4	(3 472,3)	(5,4)	(3 472,3)
	<b>Total (titre III)</b>	<b>92 917,6</b>		<b>92 917,6</b>	<b>95 672,2</b>	<b>103,0</b>	<b>(2 754,6)</b>	<b>(3,0)</b>	<b>(2 754,6)</b>
<b>Titre IV.</b>	<b>Coopération internationale pour le développement</b>								
9	Affaires économiques et sociales	87 128,8		87 128,8	88 400,9	101,5	(1 272,1)	(1,5)	(1 272,1)

Titre et chapitre du budget		Crédits ouverts		Montant total des dépenses		Solde non engagé		Transferts et solde	
		Montant des crédits ouverts dans les résolutions 77/264 A à C	Augmentation/ (diminution)	Montant définitif	Pourcentage du montant définitif des crédits ouverts	Excédent (dépassement)	Pourcentage du montant définitif des crédits ouverts	Transferts proposés entre chapitres <sup>a</sup>	Solde après transferts
				Montant					
10	Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	8 633,8		8 633,8	7 654,2	88,7	979,6	11,3	979,6
11	Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	8 695,2		8 695,2	8 694,0	100,0	1,2	0,0	1,2
12	Commerce et développement	79 372,3		79 372,3	78 378,6	98,7	993,7	1,3	993,7
13	Centre du commerce international	20 457,6		20 457,6	20 179,0	98,6	278,6	1,4	278,6
14	Environnement	21 033,6		21 033,6	20 859,7	99,2	173,9	0,8	173,9
15	Établissements humains	13 385,1		13 385,1	12 365,5	92,4	1 019,6	7,6	1 019,6
16	Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	23 110,5		23 110,5	22 619,6	97,9	490,9	2,1	490,9
17	ONU-Femmes	10 614,4		10 614,4	10 473,7	98,7	140,7	1,3	140,7
<b>Total (titre IV)</b>		<b>272 431,3</b>		<b>272 431,3</b>	<b>269 625,3</b>	<b>99,0</b>	<b>2 806,0</b>	<b>1,0</b>	<b>2 806,0</b>
<b>Titre V.</b>	<b>Coopération régionale pour le développement</b>								
18	Développement économique et social en Afrique	88 119,8		88 119,8	89 670,2	101,8	(1 550,4)	(1,8)	(1 550,4)
19	Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	55 138,7		55 138,7	53 542,7	97,1	1 596,0	2,9	1 596,0
20	Développement économique en Europe	37 229,4		37 229,4	37 804,1	101,5	(574,7)	(1,5)	(574,7)
21	Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	58 741,2		58 741,2	60 664,2	103,3	(1 923,0)	(3,3)	(1 923,0)
22	Développement économique et social en Asie occidentale	48 931,5		48 931,5	50 535,8	103,3	(1 604,3)	(3,3)	(1 604,3)
23	Programme ordinaire de coopération technique	43 374,5		43 374,5	42 884,1	98,9	490,4	1,1	490,4
<b>Total (titre V)</b>		<b>331 535,1</b>		<b>331 535,1</b>	<b>335 101,1</b>	<b>101,1</b>	<b>(3 566,0)</b>	<b>(1,1)</b>	<b>(3 566,0)</b>
<b>Titre VI.</b>	<b>Droits humains et affaires humanitaires</b>								
24	Droits humains	176 186,3		176 186,3	164 716,9	93,5	11 469,4	6,5	11 469,4

Titre et chapitre du budget		Crédits ouverts		Montant total des dépenses		Solde non engagé		Transferts et solde	
		Montant des crédits ouverts dans les résolutions 77/264 A à C	Augmentation/ (diminution)	Montant définitif	Pourcentage du montant définitif des crédits ouverts	Excédent (dépassement)	Pourcentage du montant définitif des crédits ouverts	Transferts proposés entre chapitres <sup>a</sup>	Solde après transferts
				Montant					
25	Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance	44 633,9		44 633,9	44 664,5	100,1	(30,6)	(0,1)	(30,6)
26	Réfugiés de Palestine	39 704,0		39 704,0	37 978,5	95,7	1 725,5	4,3	1 725,5
27	Aide humanitaire	27 125,4		27 125,4	23 314,4	86,0	3 811,0	14,0	3 811,0
<b>Total (titre VI)</b>		<b>287 649,6</b>		<b>287 649,6</b>	<b>270 674,2</b>	<b>94,1</b>	<b>16 975,4</b>	<b>5,9</b>	<b>16 975,4</b>
<b>Titre VII. Information</b>									
28	Communication globale	101 807,0		101 807,0	105 109,1	103,2	(3 302,1)	(3,2)	(3 302,1)
<b>Total (titre VII)</b>		<b>101 807,0</b>		<b>101 807,0</b>	<b>105 109,1</b>	<b>103,2</b>	<b>(3 302,1)</b>	<b>(3,2)</b>	<b>(3 302,1)</b>
<b>Titre VIII. Services communs d'appui</b>									
29A	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	60 885,2		60 885,2	62 288,5	102,3	(1 403,3)	(2,3)	(1 403,3)
29B	Département de l'appui opérationnel	96 878,0		96 878,0	96 696,6	99,8	181,4	0,2	181,4
29C	Bureau de l'informatique et des communications	53 425,9		53 425,9	54 305,8	101,6	(879,9)	(1,6)	(879,9)
29E	Administration (Genève)	77 706,4		77 706,4	79 310,0	102,1	(1 603,6)	(2,1)	(1 603,6)
29F	Administration (Vienne)	19 940,6		19 940,6	20 216,0	101,4	(275,4)	(1,4)	(275,4)
29G	Administration (Nairobi)	19 014,6		19 014,6	20 324,7	106,9	(1 310,1)	(6,9)	(1 310,1)
<b>Total (titre VIII)</b>		<b>327 850,7</b>		<b>327 850,7</b>	<b>333 141,5</b>	<b>101,6</b>	<b>(5 290,8)</b>	<b>(1,6)</b>	<b>(5 290,8)</b>
<b>Titre IX. Contrôle interne</b>									
30	Contrôle interne	22 134,6		22 134,6	23 397,8	105,7	(1 263,2)	(5,7)	(1 263,2)
<b>Total (titre IX)</b>		<b>22 134,6</b>		<b>22 134,6</b>	<b>23 397,8</b>	<b>105,7</b>	<b>(1 263,2)</b>	<b>(5,7)</b>	<b>(1 263,2)</b>
<b>Titre X.</b>									
31	Activités administratives financées en commun	8 214,3		8 214,3	8 500,2	103,5	(285,9)	(3,5)	(285,9)
32	Dépenses spéciales	87 688,0		87 688,0	84 076,3	95,9	3 611,7	4,1	3 611,7
<b>Total (titre X)</b>		<b>95 902,3</b>		<b>95 902,3</b>	<b>92 576,5</b>	<b>96,5</b>	<b>3 325,8</b>	<b>3,5</b>	<b>3 325,8</b>



Titre et chapitre du budget		Crédits ouverts		Montant total des dépenses		Solde non engagé		Transferts et solde	
		Montant des crédits ouverts dans les résolutions 77/264 A à C	Augmentation/ (diminution)	Montant définitif	Pourcentage du montant définitif des crédits ouverts	Excédent (dépassement)	Pourcentage du montant définitif des crédits ouverts	Transferts proposés entre chapitres <sup>a</sup>	Solde après transferts
<b>Titre XI.</b>	<b>Dépenses d'équipement</b>								
33	Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	85 471,0		85 471,0	97,6	2 064,6	2,4		2 064,6
	<b>Total (titre XI)</b>	<b>85 471,0</b>		<b>85 471,0</b>	<b>97,6</b>	<b>2 064,6</b>	<b>2,4</b>		<b>2 064,6</b>
<b>Titre XII.</b>	<b>Sûreté et sécurité</b>								
34	Sûreté et sécurité	126 952,7		126 952,7	102,6	(3 240,7)	(2,6)		(3 240,7)
	<b>Total (titre XII)</b>	<b>126 952,7</b>		<b>126 952,7</b>	<b>102,6</b>	<b>(3 240,7)</b>	<b>(2,6)</b>		<b>(3 240,7)</b>
<b>Titre XIII.</b>	<b>Compte pour le développement</b>								
35	Compte pour le développement	16 491,3		16 491,3	100,0	-	-		-
	<b>Total (titre XIII)</b>	<b>16 491,3</b>		<b>16 491,3</b>	<b>100,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		<b>-</b>
<b>Titre XIV.</b>	<b>Contributions du personnel</b>								
36	Contributions du personnel	289 318,5		289 318,5	105,5	(16 054,1)	(2,7)		(16 054,1)
	<b>Total (titre XIV)</b>	<b>289 318,5</b>		<b>289 318,5</b>	<b>105,5</b>	<b>(16 054,1)</b>	<b>(5,5)</b>		<b>(16 054,1)</b>
	<b>Total général</b>	<b>3 396 308,3</b>		<b>3 396 308,3</b>	<b>99,2</b>	<b>26 096,0</b>	<b>0,8</b>		<b>26 096,0</b>

<sup>a</sup> Aucun transfert entre chapitres n'est proposé.

## Annexe XIII

## Montant total des dépenses relatives à l'informatique et aux communications engagées en 2023, par chapitre<sup>a</sup>

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre	Postes	Autres dépenses de personnel	Services contractuels	Frais généraux de fonctionnement	Fournitures et accessoires	Mobilier et matériel <sup>b</sup>	Autres <sup>c</sup>	Total
1. Politiques, direction et coordination d'ensemble	673,6	6,2	1 053,7	239,9	3,0	143,3	—	2 119,7
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	5 966,6	5,7	5 700,3	1 710,4	60,3	1 462,6	—	14 905,8
3. Affaires politiques <sup>d</sup>	1 128,2	—	1 041,4	250,3	7,5	292,7	—	2 720,1
4. Désarmement	301,5	—	137,6	68,8	0,2	111,0	—	619,1
5. Opérations de maintien de la paix	4 325,6	0,7	783,5	457,1	157,2	1 172,4	—	6 896,4
6. Utilisations pacifiques de l'espace	—	—	149,1	2,8	—	1,7	—	153,6
7. Cour internationale de Justice	1 229,8	69,3	899,6	47,0	69,2	182,5	—	2 497,4
8. Affaires juridiques	4 479,0	1 393,6	3 526,8	457,1	7,7	468,4	—	10 332,6
9. Affaires économiques et sociales	3 500,3	41,1	1 127,6	313,1	1,5	294,8	—	5 278,4
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	—	—	116,5	47,6	0,5	17,6	—	182,1
11. Appui du système des Nations Unies à l'Agenda 2063 de l'Union africaine : L'Afrique que nous voulons	—	—	208,3	12,1	—	9,1	—	229,5
12. Commerce et développement	3 661,6	—	823,2	976,0	7,5	312,8	—	5 781,2
14. Environnement	297,8	3,5	57,5	32,7	5,6	12,9	—	410,0
15. Établissements humains	213,1	1,9	85,9	55,4	0,7	52,0	—	409,0
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	177,9	1,8	423,1	63,4	4,0	166,0	—	836,2
17. ONU-Femmes	—	—	86,3	0,9	—	—	—	87,2
18. Développement économique et social en Afrique	3 825,6	47,0	1 613,2	1 155,9	407,5	1 866,4	—	8 915,6
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	1 281,6	0,9	735,5	257,1	7,9	524,4	—	2 807,5
20. Développement économique en Europe	1 891,1	—	753,8	25,3	—	211,0	—	2 881,2
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	1 802,0	1,1	1 039,9	341,9	44,6	921,8	—	4 151,2

<i>Chapitre</i>	<i>Postes</i>	<i>Autres dépenses de personnel</i>	<i>Services contractuels</i>	<i>Frais généraux de fonctionnement</i>	<i>Fournitures et accessoires</i>	<i>Mobilier et matériel<sup>b</sup></i>	<i>Autres<sup>c</sup></i>	<i>Total</i>
22. Développement économique et social en Asie occidentale	2 092,3	14,0	674,7	273,2	5,0	554,2	–	3 613,5
23. Programme ordinaire de coopération technique	–	4,2	360,9	59,7	57,3	459,1	–	941,3
24. Droits humains	2 130,7	–	2 437,0	570,0	5,5	1 019,2	–	6 162,4
27. Aide humanitaire	1 006,4	2,0	358,9	30,9	0,1	21,1	–	1 419,3
28. Communication globale	2 536,6	10,0	4 728,5	2 809,5	67,8	549,3	–	10 701,7
29A. Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	168,7	–	895,0	151,7	3,4	355,8	3 731,9	5 306,4
29B. Département de l'appui opérationnel	3 113,5	–	2 033,1	178,9	33,5	525,9	–	5 885,0
29C. Bureau de l'informatique et des communications	21 322,9	334,9	16 934,7	4 969,4	12,0	3 745,9	–	47 319,7
29E. Administration (Genève)	8 626,6	1,0	1 549,0	1 642,3	0,2	951,9	–	12 770,9
29F. Administration (Vienne)	1 719,5	13,2	634,6	233,3	23,7	314,3	–	2 938,6
29G. Administration (Nairobi)	1 879,8	7,5	491,1	47,6	17,9	97,6	–	2 541,5
30. Contrôle interne	67,5	–	330,3	70,8	0,6	61,7	–	530,8
33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	–	–	2 118,0	160,2	309,8	3 362,3	–	6 080,3
34. Sécurité et sécurité	130,0	3,2	907,3	330,7	139,4	365,6	–	1 746,2
<b>Total</b>	<b>79 549,7</b>	<b>1 962,8</b>	<b>54 815,8</b>	<b>18 043,0</b>	<b>1 461,0</b>	<b>20 607,2</b>	<b>3 731,9</b>	<b>180 171,5</b>

<sup>a</sup> Les montants indiqués correspondent aux dépenses qui peuvent être indiscutablement imputées aux activités relatives à l'informatique et aux communications. Les dépenses relatives aux postes et aux emplois de temporaire (autres que pour les réunions) correspondent aux postes et emplois qui relèvent du réseau Technologies de l'information et télécommunications.

<sup>b</sup> Comprend les licences de logiciels.

<sup>c</sup> Dépenses engagées au titre du budget ordinaire pour le progiciel de gestion intégré.

<sup>d</sup> Hors missions politiques spéciales (voir l'annexe XIV).

## Annexe XIV

## Dépenses relatives à l'informatique et aux communications engagées en 2023, par mission politique spéciale

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Mission</i>	<i>Matériel informatique et matériel de communication</i>	<i>Services de télécommunications et de réseau</i>	<i>Maintenance du matériel informatique et du matériel de communication et services d'appui</i>	<i>Pièces de rechange</i>	<i>Location de matériel</i>	<i>Logiciels, licences et redevances</i>	<i>Services d'information et de publication</i>	<i>Total</i>
Bureau du (de la) Conseillère spécial(e) du Secrétaire général pour Chypre	10,6	14,0	36,4	3,4	—	8,1	11,8	84,3
Bureau du (de la) Conseillère spécial(e) du Secrétaire général pour la prévention du génocide	0,1	8,1	21,0	—	0,3	—	0,2	29,8
Envoyé(e) personnel(e) du Secrétaire général pour le Sahara occidental	—	4,3	4,9	—	—	—	—	9,2
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	—	0,6	3,1	—	—	—	—	3,8
Représentant(e) de l'ONU aux discussions internationales de Genève	2,2	9,5	2,4	—	—	—	—	14,0
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la Syrie	59,3	60,1	178,3	2,9	4,5	43,9	9,3	358,2
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	8,7	19,1	5,9	3,1	—	2,8	0,2	39,8
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	6,2	23,0	55,0	—	—	—	36,2	120,3
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Yémen	59,3	77,0	534,4	8,1	—	37,6	63,4	779,7
Bureau de l'Envoyé(e) spécial(e) du Secrétaire général pour le Myanmar	0,5	5,2	11,9	—	—	—	1,2	18,9
Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	2,4	10,8	2,4	—	—	0,2	10,7	26,7
Groupe d'experts sur le Soudan	1,1	8,6	2,7	—	0,1	0,2	9,7	22,4
Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	5,1	3,3	19,4	—	0,7	200,0	81,6	310,2
Groupe d'experts sur la Libye	2,2	10,6	10,2	—	—	0,7	11,5	35,2
Groupe d'experts sur la République centrafricaine	2,2	8,8	4,0	—	0,2	0,2	9,7	25,2
Groupe d'experts sur le Yémen	1,1	8,7	7,2	—	—	0,2	11,5	28,7
Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	2,2	9,3	5,6	—	0,3	1,7	9,7	28,8

<i>Mission</i>	<i>Matériel informatique et matériel de communication</i>	<i>Services de télécommunications et de réseau</i>	<i>Maintenance du matériel informatique et du matériel de communication et services d'appui</i>	<i>Pièces de rechange</i>	<i>Location de matériel</i>	<i>Logiciels, licences et redevances</i>	<i>Services d'information et de publication</i>	<i>Total</i>
Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions <a href="#">1526 (2004)</a> et <a href="#">2253 (2015)</a> concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées	13,3	9,8	161,0	–	1,2	–	11,5	196,9
Bureau du (de la) Médiateur(trice) créé par la résolution <a href="#">1904 (2009)</a> du Conseil de sécurité	2,2	1,9	14,5	–	–	–	0,1	18,7
Application de la résolution <a href="#">2231 (2015)</a> du Conseil de sécurité	3,3	2,5	13,2	–	–	–	–	19,0
Groupe d'experts faisant suite à la résolution <a href="#">2713 (2023)</a>	4,4	2,1	27,8	–	0,1	0,7	11,5	46,5
Groupe d'experts sur le Mali	0,0	8,1	5,4	–	0,1	0,2	9,3	23,0
Groupe d'experts sur Haïti	3,3	6,6	0,7	–	–	0,2	7,3	18,1
Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution <a href="#">1540 (2004)</a> relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	1,6	4,8	50,3	–	0,7	1,3	0,1	58,8
Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	27,8	16,8	127,7	1,0	4,8	–	44,0	222,0
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	68,1	168,9	1 680,6	19,1	3,8	518,6	23,2	2 482,4
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	130,5	80,9	208,5	101,7	–	37,9	56,3	615,8
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	51,3	1 828,2	2 324,3	54,2	–	137,8	695,9	5 091,6
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	17,4	82,1	70,4	4,2	–	12,2	6,7	193,2
Appui de l'Organisation des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria	169,0	76,3	53,5	–	–	7,5	13,3	319,6
Bureau du (de la) Coordonnateur(trice) spécial(e) des Nations Unies pour le Liban	17,4	18,9	77,1	2,3	–	24,3	1,9	141,8
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	34,4	60,4	182,4	0,6	–	20,8	63,9	362,4
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	592,3	203,0	1 114,1	88,8	–	241,3	86,4	2 326,0
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	814,9	715,6	2 872,1	220,9	–	331,0	92,8	5 047,3
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda	305,7	93,9	766,1	68,0	–	107,1	124,1	1 465,0
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	260,1	238,7	846,7	22,3	–	65,3	122,2	1 555,3
Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan	106,5	198,3	744,0	5,0	0,1	6,8	15,2	1 075,9

<i>Mission</i>	<i>Matériel informatique et matériel de communication</i>	<i>Services de télécommunications et de réseau</i>	<i>Maintenance du matériel informatique et du matériel de communication et services d'appui</i>	<i>Pièces de rechange</i>	<i>Location de matériel</i>	<i>Logiciels, licences et redevances</i>	<i>Services d'information et de publication</i>	<i>Total</i>
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	5 183,1	1 975,0	465,9	277,4		732,4	313,3	8 947,1
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	433,8	306,6	1 166,0	112,6	0,0	388,2	41,6	2 448,7
<b>Total</b>	<b>8 403,6</b>	<b>6 380,0</b>	<b>13 877,0</b>	<b>995,3</b>	<b>17,2</b>	<b>2 929,6</b>	<b>2 007,3</b>	<b>34 610,2</b>

## Annexe XV

### **Informations sur la mise en œuvre de la Stratégie du Secrétaire général pour l'exploitation des données par tout le monde, partout**

1. Dans la Stratégie du Secrétaire général pour l'exploitation des données par tout le monde, partout, l'analyse et la gestion des données sont considérées comme l'une des principales compétences que le personnel doit posséder pour permettre à l'Organisation de mieux remplir son mandat. Comme suite à la demande formulée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, des informations résumées sur la mise en œuvre de la Stratégie d'exploitation des données sont fournies ci-après.
2. À la fin de 2023, 27 postes inscrits au budget ordinaire ont été créés dans la catégorie professionnelle récemment mise en place pour les fonctions liées aux données. La moitié de ces postes sont des postes P-3 et P-2, ce qui contribue également au rajeunissement de l'effectif du Secrétariat et favorise une plus grande diversité géographique.
3. Outre la création de nouveaux postes liés aux données et la réaffectation de postes existants à des fonctions liées aux données, les offres d'emploi publiées en 2023 comportaient davantage de responsabilités en matière de données, ce qui montre qu'une importance accrue est accordée en matière de données s'agissant des postes et emplois qui ne sont pas exclusivement liés aux données.
4. Pour améliorer les compétences du personnel des Nations Unies, l'Organisation travaille sur de nouveaux parcours d'apprentissage afin de rajuster ses offres de formation pour aider le personnel à acquérir de nouvelles compétences, notamment en matière de données.
5. Le Bureau des ressources humaines a également intégré les compétences et les capacités en matière de données dans les postes non spécialisés. La révision du Référentiel de valeurs et de comportements de l'Organisation des Nations Unies, qui accorde désormais une place importante à l'analyse et à la planification fondées sur des données, a fait augmenter considérablement le pourcentage d'avis de vacance de poste dans lesquels les compétences en matière de données sont requises.
6. La formation du personnel des Nations Unies dans le domaine des données a continué d'être renforcée. En 2023, les compétences en matière de données ont été incluses dans les priorités d'apprentissage et plus de 900 participants ont reçu une formation en présentiel avancée sur les données.
7. L'exploitation des plateformes d'apprentissage en ligne a également offert d'énormes possibilités d'apprentissage au personnel des Nations Unies dans le monde entier et permis notamment à près de 13 000 collègues de se former dans le domaine des données.